

## PERIODE JUILLET 40 -LIBERATION

Quand je suis arrivé à ST FLORENT, les Allemands s'étaient retirés et n'occupaient plus la rive droite du CHER, la ligne de démarcation entre la zone occupée et la zone dite libre passait entre ST FLORENT et BOURGES et se situait un peu avant la petite route du SUBDRAY. Toutes les usines étaient fermées, surtout du fait que la plupart des boîtes de ST FLORENT travaillaient pour des clients qui se situaient maintenant en zone occupée, si bien qu'on avait tous l'impression d'être en vacances, non payées, bien entendu.

Nous avions des nouvelles de mon frère, prisonnier au camp d'AUVOURS dans la SARTHE et une idée m'est venue, les Allemands au début de l'occupation ayant certainement des consignes en ce sens, ne se montraient pas trop sévères et il était relativement facile de passer la ligne de démarcation, aussi j'avais songé d'aller à vélo jusqu'à AUVOURS en emportant ses habits civils dans une valise et revenir avec lui.

La chose était parfaitement réalisable, la distance à vélo n'était pas pour moi un obstacle, j'avais fait déjà beaucoup mieux, d'autre part Marc REDRON était d'accord pour venir avec moi, il ne restait donc que le seul problème d'acheter un vélo là-bas, ça devait être réalisable. Ayant fait part de mon projet à ma mère celle-ci faillit en tomber malade, elle avait peur que je me fasse prendre et qu'on me garde.

D'autre part chacun s'accordait à croire que les Allemands allaient incessamment libérer tous les prisonniers, d'ailleurs quelques-uns avaient déjà été libérés. A contre cœur j'ai abandonné mon projet et j'ai eu tort. En effet, vers la fin d'août 40 nous avons eu la visite de BEAUBOIS un boulanger de la COOP de ST FLORENT qui était prisonnier avec mon frère à AUVOURS et venait d'être libéré.

Il nous a donné des nouvelles, mais nous a informés en même temps que tous les prisonniers restant au camp venaient d'être transférés par le train en ALLEMAGNE. Si ma mère m'avait laissé faire, je n'aurais eu, d'après lui aucune difficulté à ramener mon frère car tous les jours, il y avait des gars qui partaient ainsi, les Allemands au début fermaient les yeux. Maintenant, c'était trop tard, nous ne devons revoir mon frère que 5 ans plus tard et j'ai vivement regretté de ne pas avoir mis mon projet à exécution sans en parler à ma mère.

Un autre problème me tenait à cœur. En effet, je m'apercevais que tout devenait rare dans les magasins et qu'en conséquence les prix avaient tendance à monter allègrement.

A cette époque, j'avais environ 20.000F d'économies ce qui à l'époque correspondait à environ 1 an de salaire, aussi étant déjà fiancé j'étais bien décidé à acheter tout ce qui était nécessaire pour me mettre en ménage et me marier tout de suite.

Encore une fois ma mère m'a fait faire une bêtise, elle me disait qu'il valait mieux attendre que les prix baissent car ces hausses d'après elle ne pouvaient pas continuer. J'ai perdu plus d'un mois à l'écouter puis voyant la tournure que prenaient les choses, j'ai pris la décision de dépenser tout mon argent, mais celui-ci avait déjà perdu une bonne partie de son pouvoir d'achat et d'autre part les magasins entre temps s'étant pratiquement vidés, je n'ai pu acheter que ce qui restait.

Ainsi il ne restait plus aucune chambre à coucher chez TAINTURIER,

d'accord avec MADELEINE, nous avons décidé de retenir la première qui lui serait livrée, et cela bien sûr sans l'avoir vu. Si j'avais suivi mon idée première sans écouter ma mère qui pensait bien faire, on aurait eu un bien meilleur choix pour moins cher.

Maintenant, le gros problème, c'était le travail, nous étions tous chômeurs, la vie économique était complètement paralysée, aussi nous avons voulu attendre que le travail reprenne pour enfin nous marier.

Un beau jour, mon patron m'a fait appeler, c'était un débrouillard, tous nos principaux clients étant en zone occupée, région parisienne et ARDENNES principalement, il avait vite compris qu'il lui fallait trouver de nouveaux clients en zone dite libre.

C'est pourquoi il revenait de ST ETIENNE avec des demandes de prix pour un fabricant de vélos et il convenait donc de faire des prix assez bas pour décrocher des commandes et prendre pied, le principal était en effet de redémarrer.

Je me souviens que j'ai accepté de travailler au début à 7 F de l'heure et les copains en ont fait autant pour pouvoir débiter, c'est ainsi que ma petite boîte "LE DECOLLETAGE FLORENTAIS" a été la première usine sur la place de ST FLORENT à reprendre son activité dans le courant de septembre.

Nous avons alors fixé la date de notre mariage qui a eu lieu le 16 novembre en toute simplicité du fait que mon frère était prisonnier.

A l'usine, l'ambiance était bien changée, le personnel était bien réduit car les commandes se faisaient rares et le réembauchage se faisait au compte-gouttes, les Allemands de leur côté accaparaient les matières premières, aussi on manquait d'acier qui n'était attribué que par bons-matière.

Pour l'ensemble de l'atelier, seul Robert PALISSON avait eu la malchance d'être prisonnier, tous les autres, un à un ont pu réintégrer leur emploi. Le dernier à revenir à l'usine fut Gabriel DORDAIN. Tout de suite après la débâcle, il avait réussi à trouver du travail dans les champs au domaine de la COUTURE entre ST FLORENT et BOURGES non loin de la route nationale. Le retour de DORDAIN parmi nous, allait avoir pour moi une énorme influence sur mes activités futures.

Depuis la défaite et l'occupation allemande, l'ensemble de la population se sentait quelque peu désemparée, d'abord la "drôle de guerre", ensuite la "surprenante" rapidité de l'invasion avaient créé chez chacun une impression de malaise, celle d'avoir été trahis, vendus.

L'affaire de MERS -EL-KEBIR, au cours de laquelle la flotte anglaise avait coulé une partie des bateaux français pour que ceux-ci ne tombent pas dans les mains de l'ennemi, avait ajouté à la confusion générale. Le général DE GAULLE, un inconnu à l'époque, avait lancé de LONDRES son fameux appel historique de Juin 40, faisant appel aux "Officiers, sous-officiers et soldats" pour le rejoindre et continuer la lutte.

D'autre part Jacques DUCLOS et Maurice THOREZ de leur côté avaient eux aussi lancé un appel, qui lui, s'adressait au peuple de France et qui disait qu'un "peuple comme le nôtre ne deviendra jamais un peuple d'esclaves".

Dans la population, la méfiance régnait, tout le monde se méfiait de tout le monde, chacun était bien d'accord pour trouver la présence allemande insupportable, les tickets de rationnement avaient fait leur apparition, la pénurie en tout était générale et le marché noir commençait à faire son apparition, favorisant les plus aisés.

D'autre part, l'espoir de voir revenir rapidement les prisonniers avait disparu. Aussi peu à peu s'était réalisée une prise de conscience contre l'occupant. L'appel du Général DE GAULLE qui s'adressait exclusivement à l'armée avait pu dès le 1er jour être suivi d'effet par tous ceux qui à ce moment-là se trouvaient hors de FRANCE, ceux qui avaient débarqué en ANGLETERRE, après le désastre de DUNKERQUE, ceux qui se trouvaient dans les colonies au moment de l'Armistice, ainsi que ceux qui dans la marine se trouvaient hors des eaux territoriales.

Pour eux, continuer la lutte était devenue une chose normale et ne posait pas de problème car bien peu se sentaient tentés de rejoindre la FRANCE occupée.

Pour tous ceux qui se trouvaient en FRANCE, il n'en allait pas de même, l'appel au peuple de FRANCE lancé par DUCLOS et THOREZ avait bien été entendu par les travailleurs, mais comment organiser une lutte alors que toutes les organisations ouvrières avaient été démantelées par PETAIN et les Allemands? Un énorme travail de réorganisation était à faire d'autant plus délicat et difficile que bon nombre de dirigeants syndicalistes ou communistes avaient été arrêtés et placés dans des camps d'internement en FRANCE.

Ainsi à ST FLORENT, Rémi FONTAINE, Louis MARTIN, Jacques GEORGES, DAROUX, LHOPITEAU, Georges HIBERT avaient été internés. Partant de là, il n'y avait plus de syndicat et les patrons, prenant enfin leur revanche de 1936 en profitaient largement notamment sur les salaires, en baisse, alors que les prix, eux augmentaient. Chaque ouvrier rongait son frein sans rien dire car on se sentait complètement désarmé, privé de syndicat qui était notre seul recours.

Pour mon compte, un premier rayon d'espoir m'est venu quand Gabriel DORDAIN a repris sa place au Décolletage Florentais près de moi. Avant la guerre, Gabriel était secrétaire adjoint de l'Union Locale des syndicats ce qui lui avait d'ailleurs valu d'être licencié de ROSIERES le 30 novembre 1938.

Après la débâcle, il avait eu la chance de ne pas être interné et avait trouvé du travail au domaine de la Couture qui se trouvait en zone occupée et à ce titre, il bénéficiait d'un laissez-passer permanent. C'est à cette époque, qu'il avait réussi à reprendre contact avec Marcel CHERRIER, militant de BOURGES de grande valeur et un commencement d'organisation clandestine avait pu prendre corps.

Régulièrement Gabriel DORDAIN passait la ligne de démarcation et ramenait des tracts du parti communiste clandestin en courant des risques énormes car le P.C. avait été mis hors la loi par PETAIN et HILTER. Peu à peu grâce aux informations fournies par ces tracts, je reprenais progressivement espoir, un noyau de camarades solides s'est créé, qui, je peux l'affirmer sans aucune crainte a été le premier groupe de résistance à ST FLORENT.

Le samedi 14 avril 1941, à l'initiative de Gabriel DORDAIN, une première réunion clandestine a eu lieu à 15 heures dans les bois en bordure de la Chaussée de César,

quelques centaines de mètres après la Barrière Rouge. DORDAIN est arrivé à vélo avec Marcel CHERRIER que je ne connaissais pas à l'époque, après avoir passé à MORTHOMIERS la ligne de démarcation.

Outre CHERRIER et DORDAIN, assistaient à cette réunion Marcel ROYON, J.B. BERTHET, Robert LABONNE, CARLY, André THOMAS (évadé depuis le 1er avril), René NEVEU, Raymond LANGERON et moi-même.

C'était moi le plus jeune et Marcel CHERRIER m'a demandé de patrouiller autour pour assurer la sécurité de la réunion. Je me souviens toujours des petits groupes de gens qui, la valise à la main ou à l'épaule avec un bâton remontaient la Chaussée de César pour passer clandestinement la ligne de démarcation. C'était de pauvres gens qui ayant fui lors de la débâcle, cherchaient à regagner leur lieu d'origine. Certains individus sans scrupule profitaient de ces gens pour leur servir, à prix d'or, de guide pour passer la démarcation. C'était écoeurant.

Pour revenir à notre réunion, Marcel CHERRIER nous a fait un exposé sur la situation à BOURGES où la chasse aux communistes était commencée, son propre frère René CHERRIER était déjà emprisonné, (plus tard il devait être déporté en Allemagne à SACHSENHAUSEN). Nous savons comment des tracts sont tirés à la ronéo et distribués, les risques pris par nos camarades de BOURGES sont énormes, les arrestations et condamnations pleuvent parmi les militants communistes, aussi, après chaque arrestation il faut sans cesse se réorganiser.

Pour éviter que des arrestations en chaîne puissent se produire, il est expressément recommandé de s'organiser par groupes de 3, c'est un impératif de sécurité. A l'issue de la réunion, nous nous sommes dispersés par des chemins différents, CHERRIER et DORDAIN vers MORTHOMIERS, LABONNE, CARLY et moi sommes revenus ensemble en emportant du matériel à polycopier pour tirer des tracts, matériel que Marcel CHERRIER avait amené dans sa musette.

En rentrant chez moi, je me posais tout de même des questions, j'étais absolument d'accord pour faire quelque chose, mais la lutte à mener avait vraiment quelque chose de trop inégal. Comment résister aux Allemands ?, certainement pas par les armes, on n'en avait pas, tant qu'à la victoire finale, seule l'Angleterre, après l'invasion de la FRANCE, était encore debout, mais ne semblait pas en mesure de pouvoir l'emporter, c'était pratiquement impossible.

Pourtant, des camarades à BOURGES rédigeaient des tracts dénonçant la collusion entre les occupants nazis et les collaborateurs pétainistes, tracts que Gabriel DORDAIN en prenant de gros risques, ramenait en passant la ligne de démarcation qui était de plus en plus surveillée par les Allemands. Ces tracts, tirés en petites quantités avec des moyens de fortune, on les faisait circuler de main en main avec précaution.

Le principal pour le moment était d'informer et, patiemment, de reconstituer notre organisation en exploitant le mécontentement grandissant car les occupants devenaient de plus en plus exigeants, le ravitaillement se faisait rare, tout ou presque partait en ALLEMAGNE, aussi le rationnement avait fait son apparition.

Le marché noir avait fait son apparition également. Dans certaines fermes, on

vous répondait que les vaches ne donnaient plus de lait, que les poules ne pondaient plus d'œufs, tout ou presque passait au marché noir et seuls, ceux qui avaient le porte-monnaie bien garni mangeaient à leur faim. D'autre part les patrons tenaient leur revanche de 1936 et les salaires s'en ressentaient en l'absence de tout syndicat.

Pour ma part, et ma photo d'identité de l'époque le prouve, je ne pesais plus que 57 kg. Jeunes mariés, nous habitions un petit logement de 3 pièces à BELLEVUE et pour manger, j'étais obligé de faire des légumes, pommes de terre et haricots dans une ferme, mais il n'était pas facile de trouver des semences et le samedi, voire même le soir après l'usine, il me fallait aller à vélo à ENTREVINS pour biner patates et haricots, mon petit jardin me fournissait les petits légumes.

Pour moi qui n'avait jamais jardiné c'était dur, mais c'était le seul moyen pour pouvoir manger. Il m'arrivait souvent le samedi matin d'aller avec un ou deux copains jusqu'à ISSOUDUN où on trouvait un peu plus de ravitaillement qu'à ST FLORENT où la proximité de la ligne de démarcation favorisait le marché noir vers BOURGES où les salaires étaient meilleurs que chez nous. Je me souviens que de ST FLORENT à ISSOUDUN aller et retour, on ne trouvait pas une seule voiture, les Allemands raflant toute l'essence disponible. Question repas, chaque matin MADELEINE se demandait ce qu'on pourrait bien manger à midi.

Un jour, il m'est arrivé de repartir au travail sans manger car MADELEINE n'avait pu trouver que les topinambours à faire cuire et avec la meilleure volonté, il m'a été impossible de les faire entrer, mon repas avait consisté simplement en un tout petit morceau de pain (rationné et presque immangeable) et un verre d'eau. Pas de graissage ! Je me rappelle qu'il nous arrivait de manger des frites à la graisse de bœuf qui nous collait au palais, c'était écœurant.

En ce printemps 1941, il nous fallait courir les fermes, car la fameuse crue du 5 mai 1940 avait tout détruit dans nos jardins, aussi il fallait aller de ferme en ferme pour trouver çà et là quelques kilos de patates ou 1 litre ou 2 de haricots sur lesquels je prélevais de quoi faire de la semence pour le printemps. Je me souviens avoir ramené un jour de ST GEORGES (près de CHAROST), 50 kgs de pommes de terre derrière mon vélo, dans une espèce de remorque dont les roues étaient équipées de tuyaux d'arrosage en guise de pneus et avoir monté ainsi sans descendre de vélo la fameuse côte de CHAROST. Il fallait être jeune pour se le permettre.

Le vin, lui aussi était rationné à 4 litres par mois pour les travailleurs et j'avais droit à 2 litres supplémentaires comme travailleur de force. Le mécontentement grandissait dans les usines, aussi notre travail d'explication grâce aux tracts que DORDAIN ramenait de BOURGES commençait à porter ses fruits.

Petit à petit le découragement et cette sorte de résignation qui s'étaient emparés du plus grand nombre depuis l'occupation, faisaient progressivement place à la colère et l'indignation face à ceux qui grâce à leur argent ne souffraient d'aucune restriction, aussi notre organisation peu à peu s'étoffait, il ne fallait plus baisser les bras, même si les perspectives dans notre lutte n'apparaissaient pas tellement brillantes face à la puissance de l'occupant qui bénéficiait en outre de la complicité de ceux qu'on appelait déjà les "Collaborateurs".

Si notre organisation progressait, par contre elle s'exposait dangereusement aux représailles des Allemands car les tracts distribués étaient tous signés du parti communiste et les arrestations de ceux, qui par la suite allaient devenir des "Otages", allaient en s'amplifiant.

Enfin une date allait donner une ampleur plus grande au mouvement de résistance, celle du 22 juin 1941 date de l'attaque par les Allemands de l'Union Soviétique. Je me souviens que tous ceux autour de moi qui considéraient notre lutte comme une lutte sans espoir se sont tout d'un coup repris à espérer, la victoire finale, si pour eux n'était pas encore certaine, elle était devenue possible.

En zone occupée dans le même temps, la chasse aux communistes se faisait de plus en plus intense notamment à VIERZON et à BOURGES où Marcel CHERRIER et son fils parvenaient de justesse à prendre la fuite au moment où de nuit les Allemands sonnaient à la porte de leur maison. Désormais la lutte se faisait plus dure et les actes de sabotages contre les occupants se multipliaient.

Parallèlement les Allemands engagés dans une guerre contre l'URSS se faisaient de plus en plus exigeants, une bonne partie de l'industrie française était obligée de travailler pour leur armement, puis vint le service du travail obligatoire en ALLEMAGNE où on emmenait de force les ouvriers français dans les usines du REICH.

En zone occupée, la 1ère touchée, il était très difficile d'échapper à ce genre de réquisition du fait même de la présence Allemande et c'est par centaines de mille que des travailleurs ont ainsi été déportés.

Ce fut ensuite le tour de la zone dite libre d'être touchée par ce genre de déportation, d'abord les célibataires, puis les mariés sans enfant etc.

Ceux qui avaient de la famille dans la culture ou des amis, arrivaient à se débiter en travaillant dans les fermes, mais ce n'était pas toujours facile. Un samedi de mars 43, 2 gendarmes se sont présentés chez moi porteurs d'un ordre de réquisition pour partir en ALLEMAGNE dès le lundi. Je me suis complètement trouvé pris à l'improviste car c'était la première fois qu'on appelait des hommes mariés et je n'avais absolument aucune planque à ma disposition.

Le soir même j'ai attendu la tombée de la nuit et à vélo je me suis rendu à ST AMAND puis à CHARENTON dans l'espoir de trouver quelque chose dans ce pays agricole d'où était originaire ma famille.

Je n'ai rien trouvé. Ma tante et ma grand-mère m'ont même expliqué qu'un mauvais état d'esprit régnait là-bas, du fait que tous les jeunes cultivateurs du coin étaient prisonniers et que les gens d'usines comme moi risquaient fort de se voir dénoncer. Le dimanche, je regagnais toujours à vélo ST FLORENT sans trouver d'autres solutions que partir. Le lundi matin, nous étions 7 ou 8 sur le quai de la gare à prendre, bien à contre cœur, la direction de CHATEAUROUX mais j'avais encore l'espoir de trouver une ultime solution.

Dans le train je me trouvais avec un gars du Décolletage du Centre, MARGUERITAT de MASSOEUVRE qui était dans le même état d'esprit que moi et ensemble on a mis sur pied un plan de fuite. Il connaissait des gens dans un coin perdu de

l'ALLIER vers LALIZOLLE où il avait effectué son service dans les chantiers de jeunesse et qui se feraient un devoir de nous recueillir.

On travaillerait pour la nourriture. Notre affaire était bien au point, on touchait notre prime de départ en ALLEMAGNE et avec l'argent on filait vers MONTLUCON. Nous nous sommes présentés les 2 derniers pour signer notre feuille de départ et toucher la prime, mais là, tout a basculé.

En effet, MARGUERITAT avait un gosse de 3 semaines et il lui fut signalé qu'on n'appelait pas encore les pères de famille. Du coup mon plan était fichu par terre, quand, dans un ultime espoir je me suis raccroché à une dernière branche, j'ai demandé à passer une visite médicale. Je me suis fait engueuler car j'étais le dernier, mais ce me fut accordé. C'est un médecin français qui passait cette visite et d'entrée j'ai eu bonne impression sur cet homme.

Comme il me questionnait, je lui ai expliqué que j'étais très fatigué ayant beaucoup maigri et souffrant de l'estomac. J'avais effectivement beaucoup maigri ne pesant plus que 57 kg, mais tous étaient dans mon cas par manque de ravitaillement, ce que le docteur me fit remarquer en constatant que malgré tout ma santé était bonne. Je lui ai donc fait remarquer que je souffrais de l'estomac, ce qui était faux mais incontrôlable, et lui ai affirmé que ça provenait de ma dentition, il me manquait 3 dents.

C'est alors que ce docteur, qui par chance ne devait pas être un collabo, m'a tendu la perche en me faisant remarquer que j'aurais dû me faire fabriquer un dentier sans attendre qu'on m'appelle pour l'Allemagne. J'ai saisi la perche au vol en lui affirmant avec aplomb que j'avais vu le dentiste, que les empreintes étaient prises et que j'attendais mon dentier. Le brave docteur qui certainement n'était pas dupe a bien voulu marcher.

Il m'a dit de retourner chez moi et de lui expédier au plus tôt une attestation médicale, moyennant quoi un sursis me serait accordé. OUF! Je revenais de loin. Je suis donc rentré le soir même par le train avec MARGUERITAT, tout heureux l'un et l'autre de la tournure inespérée des événements, mais bien conscients que pour l'un comme pour l'autre ce n'était qu'un sursis qu'il nous fallait mettre à profit pour nous mettre hors de portée pour le futur appel.

Arrivé à ST FLORENT vers 1 heure du matin, j'ai tout d'abord été rue des Lavoisiers prévenir mes parents et je me souviens que ma mère ne voulait pas me croire, elle croyait que je m'étais sauvé et en était malade de peur pour les conséquences. Ensuite je suis remonté à BELLEVUE où MADELEINE qui n'arrivait pas, toute seule, à s'endormir m'a accueilli avec la joie qu'on devine.

Dès le lendemain, j'ai été voir LAFLEUR mon dentiste qui me connaissait parfaitement m'a fait une attestation certifiant qu'il me fallait 2 à 3 mois de soins. Avec ça j'avais le temps de voir venir. Désastre ! 15 jours plus tard j'avais une nouvelle convocation, mon sursis était refusé, l'inspection du travail de CHATEAUROUX me notifiait de partir sans délai. C'est alors que je dois un grand merci à mon patron MEALARES, le père. Avec un culot formidable il a téléphoné à Monsieur REBEL l'inspecteur du travail de CHATEAUROUX pour lui demander des explications (j'avais l'écouteur) et il s'est fâché tout rouge, lui disant que je ne partirais pas, que je prendrais plutôt le maquis mais que je n'irais pas en Allemagne.

C'était prendre un risque énorme et j'ai encore en mémoire les paroles de l'inspecteur qui lui a répondu "attention Monsieur, attention à vos paroles". Ensuite, Monsieur REBEL l'inspecteur lui a demandé "il semble que vous tenez beaucoup à cet ouvrier". Oui a répondu MEALARES. Est-ce un homme en qui on peut avoir toute confiance? Certainement a dit encore MEALARES. Alors qu'il reste chez vous et ne bouge pas, je m'occupe du reste a conclu Monsieur REBEL.

J'étais bien embarrassé et avec MEALARES on a longuement discuté, à savoir si ce n'était pas un piège pour venir me cueillir à l'usine. Finalement je n'ai pas bougé, attendant la suite. Deux ou trois semaines plus tard un contrôleur de l'inspection de travail est passé à l'usine vérifier la liste du personnel. Quand il est arrivé à mon nom, il a dit à mon patron "celui-là je suis au courant", tout en mettant une annotation devant mon nom. Par la suite on m'a laissé tranquille et j'en ai conclu avec plaisir que maintenant nous n'étions plus seuls, que d'autres personnes avec nous luttait contre les Allemands.

En tous cas je venais d'avoir encore une fois beaucoup de chance car les départs pour le S.T.O (service travail obligatoire) devenaient de plus en plus nombreux.

Parallèlement s'organisait la résistance à ces départs forcés, les "réfractaires" devenaient de plus en plus nombreux, mais à part les fermes, il n'était pas facile de trouver un refuge car du fait des tickets d'alimentation il n'y avait que là qu'on pouvait à la fois travailler et manger. D'autre part la chasse aux communistes, qui s'étaient les 1ers manifestés comme organisation de résistance, prenait des allures de plus en plus impitoyable, les arrestations étaient de plus en plus nombreuses aussi beaucoup sans attendre sont passés à la lutte armée clandestine.

Dans le département du Cher la terrible Gestapo avait mis à prix la tête de Marcel CHERRIER considéré non sans raison comme l'animateur de la lutte et l'organisateur des 1ers groupes de Francs-tireurs et partisans français. Les actions de sabotage se multipliaient et par représailles les Allemands prenaient des otages parmi les communistes emprisonnés ou internés.

Beaucoup ont été fusillés ou internés en Allemagne, dans les fameux camps de la mort, mais on ne savait pas encore à l'époque ce qui se passait dans ces fameux camps où l'on déportait massivement, d'abord les communistes et les juifs, puis ensuite tous les résistants sans distinction.

Ce n'est qu'après la libération qu'on a connu toutes les horreurs de ces camps d'extermination. Pour ma part, toujours au contact de DORDAIN je continuais de faire circuler des tracts clandestins, avec prudence, et parfois, la nuit après le couvre-feu il m'arrivait de disséminer ces tracts avec Albert MARGUERITAT (le père le l'entrepreneur actuel) aux abords de ST FLORENT, le grand problème étant de ne pas être reconnu.

La vie devenait de plus en plus difficile, le rationnement était toujours plus strict, le sucre, les matières grasses étaient donnés au compte-gouttes, le pain quasi immangeable ne ressemblait en rien à celui d'aujourd'hui, il collait au couteau quand on le coupait, il était couleur pain d'épice et en quantité ridiculement insuffisante. On avait droit en toute petite quantité à du lait écrémé, du fromage écrémé, tout ce qu'il y avait de bon partait en Allemagne.



Seuls les gens des fermes mangeaient normalement, aussi ils étaient fortement sollicités, si bien que beaucoup se livraient à un marché noir fructueux. Pour ma part, j'ai eu la chance par un copain de connaître une ferme tenue par des braves gens, de Bois Ratier, la famille CHAMPFORT; et chez eux j'ai pu cultiver en quantité suffisante pommes de terre et haricots qui tout le temps de l'occupation ont constitué l'essentiel de notre alimentation.

Pendant les congés, j'allais donner un coup de main pour la moisson et je me souviens du jour où ils m'ont récompensé en me donnant un beau morceau de cochon, c'était un cadeau appréciable à cette époque et je revois encore la joie de MADELEINE quand j'ai déposé et ouvert mon paquet sur la table, jamais, depuis notre mariage nous n'avions été à pareille fête. De la ferme je ramenaient aussi en cachette du blé que nous écrasions dans un vieux moulin à café pour faire de la farine, mais on mangeait également le son car il ne fallait rien laisser perdre, et le son était encore bien meilleur que le pain qu'on nous vendait avec tickets.

Notre nourriture pour l'essentiel c'était patates-fayots de ma récolte et je me demande comment vivaient les gens des villes. Pour le chauffage il fallait également se débrouiller car on n'avait pas de charbon et la proximité du bois à BELLEVUE nous a été d'un précieux secours. L'hiver j'allais au bois avec ma brouette et des outils pour arracher les vieilles souches de chênes, c'était un vrai travail de Romain mais j'ai pu ainsi me fournir en chauffage. Il m'arrivait aussi d'aller la nuit avec Louis CICHOSZ abattre un arbre entier à la scie dans le bois. On le sciait sur place en morceau d'un mètre environ et on faisait le transport à la brouette une partie de la nuit. Quelle vie! Encore, il fallait faire attention de n'être pas repérés par le garde car ce bois nous aurait coûté cher.

Je me rappelle aussi avoir été la nuit dans les champs pour voler quelques betteraves à sucre avec lesquelles MADELEINE essayait de faire une espèce de sirop pour remplacer le sucre absent. Ce n'était pas fameux avec un goût de terre, et nous avons abandonné. Je donne ces quelques détails pour donner un petit aperçu de ce qui était, non pas seulement notre propre existence mais celle de tous les ouvriers.

Le mécontentement grandissait dans les usines où les patrons profitaient de la situation en invoquant la présence des Allemands pour maintenir les salaires au taux le plus bas possible. Ceux qui avaient beaucoup d'argent trouvaient tout ce qu'ils voulaient au marché noir, les commerçants faisaient des échanges entre eux et ne manquaient de rien, beaucoup de paysans à des rares exceptions se livraient au marché noir, seuls les ouvriers qui n'avaient que leur maigre salaire manquaient de tout.

C'est à partir de là que nous avons senti DORDAIN et moi qu'il devenait possible de faire quelque chose. Les ouvriers devant toutes les injustices dont ils étaient victimes regrettaient leurs syndicats, ceux-ci ayant été dissous dès le début de la guerre et les dirigeants pourchassés. Ceux qui étaient catalogués comme communistes étaient dans le meilleur des cas internés en FRANCE, comme Jacques GEORGES, d'autres comme KAYSER, RIVET, BUVAT déportés en Allemagne d'où ils ne sont jamais revenus, d'autres encore, internés en FRANCE comme otages étaient fusillés "à titre d'exemple" comme les 27 de CHATEAUBRIANT, cela à titre d'exemple face aux actes de la résistance qui se développaient de plus en plus. Un jour DORDAIN qui était toujours en liaison avec Marcel CHERRIER (dont la tête avait été mise à prix par la Gestapo) est venu me voir en me disant "on va avoir besoin de toi" et il m'expliqua ce qu'on attendait de moi.

Profitant du profond mécontentement qui régnait dans les usines il fallait tenter de reconstituer des syndicats partout où cela serait possible avec des camarades non fichés comme communistes. C'était mon cas et on me demandait de réorganiser toutes les boîtes de ST FLORENT et ROSIERES. Je ne me sentais pas capable d'effectuer un tel travail seul, mais j'avais derrière moi toute l'organisation clandestine du parti patiemment reconstitué par DORDAIN. J'ai donc accepté, mais pourquoi le cacher j'avais tout de même la frousse, bien conscient des risques que je prenais, les nouvelles qui nous parvenaient de BOURGES et de VIERZON concernant nos camarades de la zone occupée n'avaient absolument rien de rassurant, la répression se faisant de plus en plus féroce

### **SOUS LA CHARTE DU TRAVAIL**

Un événement allait faciliter notre tâche. Les autorités de VICHY s'étaient-elles aussi rendu compte du profond mécontentement qui régnait dans le pays et surtout dans les usines, là où les ouvriers étant groupés, ils redoutaient la création de syndicats capables de leur poser des problèmes. C'est à ce moment qu'ils ont commencé de mettre en place la fameuse "CHARTRE DU TRAVAIL", dont le principal but était de détourner les travailleurs de la lutte revendicative, en substituant à la lutte des classes, la collaboration des classes.

Au printemps de 1943 s'est tenue à ST FLORENT dans l'ancienne salle des fêtes du château ( aujourd'hui disparue) une réunion avec le concours de l'inspecteur du travail de BOURGES, à laquelle étaient invités tous les patrons de la métallurgie de ST FLORENT et les représentants de leurs personnels. Sur les conseils de DORDAIN, j'étais présent à cette réunion dont le but était de mettre sur pied à ST FLORENT un "Comité social inter entreprise" dans le cadre de cette fameuse "Charte du travail" dont on nous a démontré toutes les beautés. Désormais nous appartenions tous, patrons, ouvriers, employés et cadres à la "Famille professionnelle de la transformation des Métaux". La ficelle était un peu grosse, il s'agissait bel et bien de neutraliser les travailleurs, patrons et ouvriers seraient tous "parents" dans une même famille professionnelle ! Comme si nous avions les mêmes intérêts à défendre ?

Nous avons décidé cependant de profiter de l'occasion pour nous infiltrer dans cet organisme et c'est là que je me suis rendu compte de l'immense et méritoire travail accompli par DORDAIN. Au sein de ce "Comité social interentreprises" nous avons réussi à placer une majorité de copains acquis à nos idées et décidés à lutter par tous les moyens à notre disposition. Je précise que ce Comité était composé de tous les chefs d'entreprises de ST FLORENT et ROSIERES (des métaux) soit BERNARD de ROSIERES, représentant MAGDALENAT, BESSEICHE pour LABBE, DAUBIE de la SIDCM, BARELLON des forges de la BOISSIERE et l'ensemble des petites entreprises par Henri MEALARES mon propre patron. Un ouvrier de chaque boîte était également présent et c'était principalement Robert LABONNE et moi-même qui étions prévus pour présenter l'ensemble de nos revendications, n'étant pas catalogué pour nos opinions politiques.

Rapidement nous avons eu la preuve que ce "Comité social" n'était qu'une vaste farce. En effet, dès le début LABONNE et moi avons immédiatement attaqué le problème des salaires qui était le plus urgent. Avec un bel ensemble les patrons nous ont répondu que ce problème n'entraînait pas dans la compétence du Comité qui n'avait à discuter que d'œuvres sociales, le problème des salaires étant du ressort des syndicats. Les tartuffes !

Ils savaient bien ce qu'ils en avaient fait de nos syndicats et de notre secrétaire Jacques GEORGES, dans un camp d'internement en FRANCE.

Sans le vouloir et nous n'attendions que cela, les patrons venaient de nous tendre la perche, nous avons repris la balle au bond en déclarant que nous allions constituer un syndicat "légal" pour discuter salaires. Dans le département du Cher, il y avait encore à BOURGES une "Bourse du Travail", dont le secrétaire était Henri FAJARDIE, un homme dévoué à la cause de VICHY et les syndicats étaient très rares, presque tous ayant comme le nôtre été dissout, ceux qui restaient avaient des effectifs squelettiques car dirigés par des gens, "bénis oui, oui", du régime auquel les travailleurs ne faisaient pas confiance.

Nous nous sommes donc adressés, pour constituer notre syndicat sous une forme légale à FAJARDIE qui s'est montré tout heureux de l'aubaine. Par lui nous avons été mis en rapport avec Marcel ROY secrétaire général de la fédération des métaux (vichyste) qui nous a donné la marche à suivre, dépôt de statuts, formation d'un bureau provisoire et placement des cartes syndicales.

Un samedi matin, nous avons rassemblé tous les camarades qui participaient au Comité Social dans l'ancienne sellerie du Château, nous étions une quinzaine et nous leur avons proposé de former ce fameux bureau provisoire. Tout le monde était d'accord pour former ce syndicat car dans les usines les ouvriers manifestaient leur impatience d'être défendus au niveau des salaires.

Le vote fut rapidement fait et je me suis retrouvé élu Secrétaire Général à titre provisoire (j'ignorais à ce moment que de provisoire, je resterais Secrétaire jusqu'à 1975, 32 ans c'est pas mal), Louis JAMET était mon adjoint (Rosières), Robert LABONNE étant élu Trésorier.

Le nom des autres camarades m'échappe, mais je me souviens qu'aucun d'entre eux n'avait eu de responsabilité syndicale avant 1939. Les patrons ainsi étaient rassurés, ainsi que les autorités de Vichy. Personne d'entre eux ne se doutait que la C.G.T. clandestine tirait les ficelles.

Désormais les réunions du Comité Social avaient une toute autre signification. On continuait bien sûr à discuter de choses secondaires, telle l'achat de coupes de bois exploitées par les soins du Comité Social et vendu ensuite au prix coûtant aux travailleurs qui manquaient de chauffage, on se battait aussi pour obtenir des attributions de pneus de vélos qui faisaient cruellement défaut, le vélo étant le seul moyen de transport et les Allemands raflant toute la gomme pour leurs besoins.

Je me souviens aussi qu'on insistait fortement sur le manque de ravitaillement et je tiens à rappeler une anecdote que je n'ai pas oubliée. Les patrons, avec BERNARD en tête, nous ont proposé de créer dans chaque boîte une cantine pour les ouvriers, outre les légumes qu'ils se faisaient fort de trouver, ils avaient trouvé une solution pour la viande, écoutez bien !

De nombreuses vaches étaient tuberculeuses donc impropres à la consommation. On nous a proposé de nous faire manger cette viande préalablement passée par un autoclave, ce traitement paraît-il devait détruire tous les germes et rendre la viande parfaitement

consommable.

L'usine LABBE par la voix de son Directeur s'offrait de fabriquer ces autoclaves et avait même établi un plan pour leur confection. Je ne sais pas si ce procédé était valable mais nous avons tous refusé, la simple idée de manger une telle viande nous coupait l'appétit et si les patrons jugeaient que c'était bien bon pour des ouvriers, il était certain qu'eux-mêmes qui ne manquaient de rien, ne viendraient pas manger dans nos cantines. Je pourrais citer d'autres exemples.

Chaque réunion de Comité Social se terminait invariablement par une attaque en faveur des salaires. La différence entre ST FLORENT et BOURGES était énorme, aussi on ne manquait pas d'arguments, chiffres en mains et les patrons se trouvaient souvent en difficulté, leur principal argument étant que les Allemands, toujours eux, s'opposaient à toutes augmentations. Enfin à force d'argumenter nous avons fini par obtenir de modestes augmentations.

Un point nous tenait particulièrement à cœur, tant l'injustice était intolérable, c'était celle des zones de salaires. La zone n° 1 était PARIS et ST FLORENT était classé dans la zone la plus défavorisée (comme par hasard) avec un abattement de 40% par rapport aux salaires parisiens.

Nous avons là un cheval de bataille de 1er choix et nous avons engagé une lutte sans merci, n'hésitant pas à frapper à toutes les portes, forts que nous étions de l'appui unanime de tous les travailleurs de ST FLORENT, outrés de tant d'injustices.

Une chose était certaine, nous avons su gagner la confiance dans les usines et nous en avons eu bientôt la preuve avec le placement des cartes syndicales. Nous avons réussi à placer 467 cartes sur ST FLORENT- ROSIERES ce qui, compte tenu des effectifs réduits de l'époque constituait un véritable tour de force. Ce résultat eu le don d'étonner les dirigeants de l'Union Départementale comme ceux de la Fédération des Métaux (tous Vichystes) car dès notre prise d'activité, nous étions devenus un des plus importants syndicats du département, sinon le plus important.

D'autre part, l'action clandestine du parti avait fait naître un peu partout de nouveaux syndicats qui avaient comme nous profité de la mise en place de la Charte du Travail pour se doter d'une couverture légale avec des militants nouveaux, comme c'était mon propre cas.

Cette floraison de syndicats et surtout l'importance du nôtre devint immédiatement suspecte aux gens de Vichy qui nous ont pris bientôt dans le collimateur, aussi il nous fallait redoubler de précaution pour éviter d'être démasqués.

Un jour pourtant j'ai été amené à prendre des sérieux risques. A cette époque, la fameuse milice de PETAIN dans le but sans doute de s'attirer quelques sympathies (dont elle manquait à coup sûr) lança, avec force publicité l'idée de constituer un pécule pour chaque prisonnier à leur retour de captivité. A cet effet, une réunion fut organisée à ST FLORENT dans une salle de la mairie avec les patrons, les représentants ouvriers et diverses personnalités afin de nous convaincre de participer à cette œuvre.

Il s'agissait que chaque ouvrier verse chaque mois 1 heure de son salaire pour la constitution de ce pécule. Les camarades m'avaient recommandé de ne pas accepter ce qui

n'était qu'une manœuvre de la part de la Milice.

Aussi au cours de cette fameuse réunion, je me suis élevé avec force contre les propositions qui nous étaient faites. J'ai expliqué que nous étions parfaitement d'accord pour que les prisonniers bénéficient d'un pécule à leur retour, mais que ce n'était pas aux ouvriers de le payer, les ouvriers étant eux-mêmes des victimes de l'actuelle situation pendant que certains amassaient des fortunes scandaleuses à la faveur des événements, et j'ai ajouté qu'au moment de la libération il serait temps de confisquer tous ces profits illicites pour constituer un pécule pour les prisonniers.

En me laissant ainsi emporter je prenais des risques énormes et je me rappelle la réaction de BERNARD le Directeur de ROSIERES qui s'exclama :

*“Mais Monsieur AUBOUET vous êtes le révolutionnaire de la salle”!*

Dorénavant il faudrait que je fasse attention pour ne pas me démasquer davantage. Pourtant cette réunion a eu quelque chose de positif. Outre que l'heure de salaire ne fut pas versée, j'ai eu une bonne surprise en m'apercevant que ma prise de position n'avait pas que des ennemis dans la salle. Je me souviens entre autre que Monsieur Henri MASSICOT paraissait très intéressé par mes paroles et j'ignorais qu'à l'époque Henri MASSICOT était lui-même membre d'un réseau de résistance, “le groupe Vengeance”. Nous n'avions bien sûr aucun contact local entre organisation par mesure de simple sécurité, mais à l'échelon national toutes les organisations avaient des rapports et poursuivaient des objectifs communs.

Nous avons été les premiers, mais maintenant nous n'étions plus les seuls. Beaucoup plus tard c'est Madame MASSICOT elle-même qui m'a confirmé que son mari au cours des réunions avait décelé chez moi des positions très proches des siennes.

J'avais aussi remarqué que certains cadres tels que Monsieur JULIA de ROSIERES appuyaient ma position en matière de salaires. Je me souviens même qu'un jour Monsieur JULIA m'a fait venir chez lui pour me communiquer une foule de renseignements, chiffres qui me furent de la plus grande utilité pour mon argumentation, notamment dans la lutte contre les inadmissibles zones de salaire. Si au début, j'étais un peu hésitant et inquiet, maintenant je me sentais bien accroché et décidé à aller le plus loin possible, fort de tous les soutiens que je sentais autour de moi et de la solidité de mes arguments qui étaient imbattables.

Il y avait surtout que l'ensemble des ouvriers avait confiance en moi et que je ne devais pas les décevoir, je discutais chiffres avec de plus en plus de maîtrise, ce qui me valait un certain respect de la part du patronat local que ne se doutait pas que derrière le paravent de la Charte du Travail, je défendais en réalité les positions qui m'étaient dictées par les camarades passés à la clandestinité, notamment Marcel CHERRIER ( devenu l'ennemi public n°1 et tête mise à prix par la Gestapo) et cela toujours par l'intermédiaire de Gabriel DORDAIN.

Toujours par DORDAIN je recevais de la documentation de la presse clandestine et c'est ainsi que j'ai connu la réunification du mouvement syndical grâce aux accords “du Perreux” entre les 2 grandes tendances syndicales celles de Benoît FRACHON et de Léon JOUHAUX ce qui explique l'importance de plus en plus grande prise par tous ces

syndicats reconstitués clandestinement sous le paravent de la Charte, à l'image du nôtre. C'est ce qui explique que les gens de Vichy se montraient de plus en plus inquiets et méfiants à notre égard et durcissaient de plus en plus leur répression.

Nous avons échos des arrestations qui se faisaient de plus en plus nombreuses en zone occupée, surtout BOURGES et VIERZON où des militants étaient fusillés.

C'est à cette époque qu'un rude coup nous a été porté :

### **L'arrestation de Gabriel DORDAIN.**

Connu avant-guerre pour ses activités syndicales et politiques, il travaillait dans l'ombre et sans avoir l'air de se mouiller, il assumait clandestinement des responsabilités terribles. En liaison directe avec Marcel CHERRIER, qui était recherché par la Gestapo comme chef de la résistance armée dans le Cher, c'est lui qui avait la tâche redoutable de canaliser les jeunes réfractaire au S.T.O. (service travail obligatoire) vers le maquis F.T.P.F (Franc Tireurs et Partisans Français). Dont les actions devenaient de plus en plus nombreuses et hardies contre les Allemands.

Je l'avais mis plusieurs fois en garde en lui expliquant que ses rendez-vous commençaient à être remarqués toujours à la même place au passage à niveau de la gare et j'entendais des réflexions à ce sujet.

Il m'en a remercié et changé ses rendez-vous de place. Hélas, lors d'une attaque par un groupe F.T.P. D'un train de munitions Allemands à FOECY, les membres du groupe furent tous, ou tués, ou prisonniers et parmi ces derniers le propre neveu de DORDAIN, GOESSE qui avait commis l'impardonnable imprudence de garder sur lui une lettre de son oncle. C'est ainsi que le 22 septembre 1943 vers 17 heures la Gestapo est venue chercher Gabriel à l'usine.

Pauvre GABRIEL, j'ai toujours en mémoire la dernière image qu'on a eue de lui. Alors qu'il arrivait au bureau où on l'avait fait appeler, en s'essuyant les mains avec un chiffon, deux gestapaches se sont précipités sur lui, pistolets braqués et l'ont saisi chacun par un bras. Un 3ème agent de la Gestapo guettait dans la cour revolver au poing. Après l'avoir conduit au vestiaire où ils l'ont fait habiller et après avoir fouillé son placard, ils l'ont embarqué dans un sinistre traction-avant noire. On ne devait plus le revoir vivant.

Après deux mois de détention et de tortures dans les locaux de la Gestapo rue Michel de BOURGES il devait être fusillé sans avoir parlé avec huit autres F.T.P. dont son neveu GOESSE, au polygone de BOURGES.

Un an plus tard, après la libération, je l'ai revu, mort, crispé dans son cercueil, ayant eu le terrible privilège d'être désigné avec Marcel ROYON et Henri MEALARES pour reconnaître le corps au cimetière ST LAZARE pour le ramener à ST FLORENT. Pauvre GABRIEL, je le revois encore dans son cercueil, un an après son supplice, il était resté absolument intact et je revois même encore la cicatrice ancienne qu'il portait sur la joue.

Aujourd'hui, je reste le seul à avoir assisté à son arrestation et aussi à la

reconnaissance de son corps. C'est pour moi un souvenir terrible et je n'oublierai jamais que sans son courage, s'il avait parlé, comme nous faisons partie du même groupe de 3, je ne serais plus là pour écrire ces lignes, et bien d'autres également car c'était lui qui avait le plus de contacts.

Ce coup dur m'avait littéralement assommé et tout de suite après son arrestation, dès la sortie de l'usine et malgré la pluie qui tombait à verse, j'ai bien vite été prévenir tous les copains que je connaissais pour qu'ils prennent leurs dispositions pour éventuellement fuir. C'est ainsi que j'ai alerté ROYON, THOMAS qui était alité en tombant d'un échafaudage le jour même et avait des côtes fêlées mais qui à ma faveur de la nuit a réussi tout de même à gagner une planque. Tant qu'à moi, j'étais bien embarrassé, en me sauvant je me démasquais, en restant je risquais l'arrestation, au cas où DORDAIN sous la torture parlerait.

Finalement je suis resté, il n'a pas parlé, mais durant 2 mois mes nuits ont été peuplées de cauchemar. Je n'ai retrouvé le sommeil qu'après l'exécution de GABRIEL. C'est horrible à dire, mais je savais qu'il ne parlerait plus.

Le samedi qui suivit l'arrestation de DORDAIN, j'ai assisté à BOURGES à une réunion tenue à l'hôtel des syndicats en compagnie de Robert LABONNE et Louis JAMET. L'hôtel des syndicats était situé rue Michel de BOURGES à côté du siège de la Gestapo et en passant devant, sur le trottoir, toutes mes pensées allaient à Gabriel DORDAIN que je savais prisonnier et martyrisé, là, tout près dans les caves de cet immeuble. Toute la journée, au cours de cette réunion je n'ai guère porté attention à ce que disait Marcel ROY secrétaire Vichyste de la fédération des métaux qui s'évertuait à nous démontrer les avantages de la Charte du Travail avec ses "familles professionnelles".

Les patrons présents buvaient du "petit lait" et dans l'assistance "salariés" les mines étaient diverses. Il y avait ceux heureux qui étaient tout prêts à collaborer en acceptant les honneurs de Vichy, mais d'autres évitaient de parler, tout comme moi, certainement pour éviter de se mouiller et j'en ai vite conclu que parmi eux un certain nombre jouait la même carte que moi.

Timidement j'ai risqué quelques mots avec un camarade de VIERZON de la P.M. qui connaissait Fernand LABONNE (le frère à MAURICE). Je lui ai dit « de lui donner le bonjour de ma part, en ajoutant il sera étonné de me voir fourré là-dedans ». A ma grande satisfaction il m'a regardé bien en face en me disant "eh moi! qu'est-ce que tu crois que je fais là!"

J'ai senti qu'on était plus nombreux que j'espérais à nous être infiltrés dans l'organisation et ce fut-là la principale satisfaction de cette pénible journée au cours de laquelle je n'avais jamais cessé de penser à DORDAIN là tout près aux mains de la Gestapo.

A quelques jours de là, ROYON me demanda de me rendre chez lui à la nuit. Il y avait là cinq ou six gars que je ne connaissais pas, tous étaient des militants communistes entrés dans la clandestinité pour échapper aux recherches de la Gestapo et tous avaient d'importantes responsabilités départementales.

Celui qui parlait, un grand sec qu'on appelait "RENAUDIN" (son nom de guerre) nous expliqua rapidement la situation. DORDAIN tombé et étant membre du "triangle

local” de direction, il était nécessaire de nous réorganiser rapidement. DORDAIN disparu c’est moi qui avait été choisi pour le remplacer au sein du “triangle”, mais avec des responsabilités différentes.

Désormais, THOMAS serait responsable politique, ROYON responsable militaire (liaison avec maquis) et moi qui était déjà solidement implanté sur le plan syndical, je devenais responsable “aux masses”, et on me présenta celui avec qui dorénavant je devrais être en contact.

Pas question pour moi de reculer, mais pourquoi le cacher, celui avec qui on me mettait en rapport, un nommé CLEACH (je n’ai su son nom que beaucoup plus tard) m’inquiétait un peu. En effet, sous prétexte de n’être pas repéré (ou reconnu) il était affublé de telle sorte qu’on ne pouvait pas ne pas le remarquer, vêtu de vieilles fringues avec de vieilles bandes molletières autour des jambes, voulant sans doute faire croire qu’il était un malheureux travailleur agricole anonyme, il était sur d’atteindre exactement l’effet contraire et quand il me donna de suite un premier rendez-vous dans un coin de ST FLORENT, je dois avouer que ça m’a fait peur. Avec lui j’étais sûr d’être remarqué, impossible de passer inaperçu.

Quand je suis rentré chez moi à la suite de cette réunion, je n’ai rien dit à ma femme ne voulant pas lui donner d’inquiétude et aussi par mesure de sécurité bien que j’avais toute confiance en elle. Le soir, elle s’étonnait que je n’avais pas d’appétit mais la raison est que j’avais parfaitement conscience des risques que j’avais pris, l’image de DORDAIN torturé par la Gestapo et que je devais remplacer ne me quittait pas et ce n’était pas l’image de ce pauvre CLEACH, déguisé comme un mannequin pour faire peur aux oiseaux dans un cerisier, qui était là pour me rassurer. Il m’a fallu quelques jours pour réagir vraiment et me mettre dans la peau de mon nouveau personnage. Je ne reculerais pas, je ne pouvais pas.

CLEACH me donna plusieurs rendez-vous. Ceux-ci avaient lieu après 17 heures 30 au coin de l’ancienne poste et chaque fois tout le monde me connaissant se retournait pour nous regarder tellement l’autre était bizarrement accoutré.

Je m’en rendais parfaitement compte, aussi j’ai eu vite trouvé une solution.

Rapidement, je l’entraînais vers la route de VILLENEUVE, puis celle du cimetière pour gagner le pont du BREUIL et rattraper la route de BOURGES où nous nous séparions. Tout le long de cet itinéraire que nous faisons à pied avec le vélo à la main, il n’y avait pas de maison à l’époque, on pouvait donc parler librement à l’abri de toutes oreilles indiscretes. Par lui je recevais des directives de BOURGES, puisque DORDAIN n’était plus là et j’avais en même temps des nouvelles sur la répression qui s’abattait sur nos camarades de BOURGES et VIERZON et qui se faisait de plus en plus féroce, des distributeurs de tracts communistes étaient immédiatement arrêtés pour être déportés dans des camps en Allemagne et d’autres étaient tout simplement fusillés, je n’avais donc aucune illusion à me faire sur le sort de DORDAIN.

D’autre part, il m’était recommandé de redoubler de précautions car de plus en plus de collaborateurs de VICHY et les Allemands sentaient dans tous ces nouveaux syndicats reconstitués la main du parti communiste clandestin notamment sur VIERZON et il fallait se méfier des traîtres capables de tout dénoncer pour de l’argent.



Pour ST FLORENT on ne sentait pas de risque immédiat car nous avions la chance d'être en zone "dite libre". Une chose pourtant m'inquiétait fortement. CLEACH m'expliqua que notre objectif était de créer une véritable organisation syndicale départementale clandestine, parallèle à la Bourse de Travail légale de VICHY. A cet effet, il avait déjà contacté plusieurs camarades, notamment de la P.M. (Précision Moderne) de VIERZON, des gars solides, mais il m'avança aussi quelques noms de gars de BOURGES que j'avais déjà eu l'occasion de côtoyer dans des réunions de la Charte et en qui je n'avais que très peu confiance, les ayant moi-même entendus défendre la Charte avec conviction.

En définitive, CLEACH me fixa un rendez-vous à BOURGES pour un samedi matin à 9 heures 1/4 dans la rue GAMBON et on devait se réunir avec les gens qu'il aurait contactés pour essayer de constituer cette fameuse organisation C.G.I. clandestine. La date était fixée vers le 20 novembre et CLEACH devait me la confirmer.

J'avoue que j'étais bien embêté car je n'avais guère confiance ni dans les gens qu'il m'avait nommé, ni dans lui-même qui faisait un peu farfelu. Je craignais de me faire piéger et en ai parlé à Robert LABONNE qui me promit de se rendre également à BOURGES, où à distance il observerait les événements, ça me rassurait un peu. La veille de ce fameux rendez-vous CLEACH ne m'avait encore rien confirmé alors que c'était convenu avec lui.

J'ai été voir ROYON et lui ai expliqué ce qui se passait. Devais-je aller quand même au rendez-vous? ROYON me l'a formellement déconseillé m'expliquant que la Gestapo venait de faire une rafle à la P.M. (Précision Moderne) de VIERZON et avait arrêté 6 membres du Comité Social, la rue GAMBON pouvait très bien se transformer pour moi en souricière.

Plus tard, en effet, j'ai su que ROYON avait raison. Parmi les gars que je devais trouver rue GAMBON, il y avait effectivement ces copains de la P. M. (Précision Moderne) qui furent tous arrêtés et déportés, sauf ANDROS arrivé en retard ce jour-là et dont je reparlerai.

Tant qu'à CLEACH, gars sincère mais peu malin, la peur l'avait pris et il s'était sauvé pour se cacher chez une vieille tante en BRETAGNE. Je pouvais toujours l'attendre! Je ne l'ai revu qu'un an plus tard après la libération. Mais à la suite de cet événement je suis devenu particulièrement méfiant, pas question de trop parler, les murs eux-mêmes ayant des oreilles.

A quelques jours de là, c'est Henri MEALARES lui-même, mon propre patron qui m'annonça la tragique nouvelle, à laquelle il est vrai je m'étais préparé, le matin même Gabriel DORDAIN avait été fusillé.

Il laissait une veuve et 3 orphelins, aussi à la réunion du Comité Social qui eu lieu peu après, c'est Henri MEALARES lui-même, après m'en avoir parlé qui posa lui-même le problème : à savoir venir en aide à la famille qui se trouvait totalement privée de ressources. J'ai encore en tête la réponse détachée, écœurante de Victor BERNARD Président du Comité Social et Directeur de ROSIERES où précisément Gabriel DORDAIN avait travaillé avant d'être licencié lors de la fameuse grève du 30 novembre 1938, suite à quoi, sans travail mon patron l'avait embauché.

Je savais que BERNARD avait très mauvaise cote chez les ouvriers où il passait à juste titre pour un patron profondément antisocial, mais je n'aurais jamais pu supposer un être aussi abject.

Pas le moins du monde ému par la mort de DORDAIN, fusillé par les nazis, pas davantage par le sort de la veuve et des 3 orphelins dont le plus jeune n'avait que quelques mois, il répondit d'un cri profondément indifférent : il faut s'adresser au secours national. Si on avait été libre de nos gestes, je crois que sur le champ on l'aurait étranglé.

Comme MEALARES, outré, insistait et sentait que dans la salle, il recueillait pas mal de sympathie, BERNARD cru bon de se justifier en prétextant que DORDAIN en tant que délégué du personnel à ROSIERES, lui avait fait beaucoup de mal. Quelle BASSESSE !

De ce jour, j'ai éprouvé pour ce sale individu, un sentiment de répulsion qui confinait à la haine, ainsi ce triste individu approuvait l'exécution de notre camarade. Aussi un an plus tard, quand on retrouva son corps, fusillé lui aussi mais comme collaborateur en forêt d'ALLOGNY, à mon tour, je n'ai pas éprouvé la moindre émotion, il n'avait eu que ce qu'il méritait et pourtant je peux affirmer que je n'ai rien d'un sanguinaire, mais le sang de nos camarades était encore trop frais à la mémoire.

DORDAIN disparu, CLEACH volatilisé, je me suis trouvé un moment sans contact, à part ROYON qui continuait à me passer des journaux clandestins ronéotypes, tels que l'Humanité, la Vie Ouvrière et aussi des journaux de la résistance relatant les actions du maquis comme "France d'Abords", "le Patriote Berrichon" etc., qui relataient les actions armées contre les nazis et leurs collaborateurs français, la lutte se faisait de plus en plus chaude et malheureusement la liste des camarades qui payaient de leur vie ne cessait de s'allonger.

Un jour ROYON me convoqua chez lui ainsi que Robert LABONNE, à la nuit comme de bien entendu, et il nous mis en contact avec un nouveau camarade chargé de prendre la place de CLEACH. Ce camarade avait pris le nom de guerre de DUVAL, il avait mon âge. Dès le premier abord il m'est apparu comme beaucoup plus solide que CLEACH, mais ce qui à première vue m'a un peu intrigué c'est qu'il avait un air toujours inquiet, l'air de quelqu'un de méfiant, toujours sur ses gardes.

J'ai eu avec lui de fréquents rapports et il venait même chez moi ce qui était d'ailleurs une imprudence. Il ne m'a pas donné son véritable nom ce qui était bien normal mais il m'a dit avoir connu dans un camp d'internement un gars de ST FLORENT dénommé Georges HIBERT avec qui, il s'était évadé, il m'a demandé si je le connaissais, de ce côté-là, il ne pouvait mieux tomber car je connaissais Georges depuis l'âge de 5 ans environ, il y a de belles coïncidences dans la vie.

Rapidement, j'ai été mis en confiance par DUVAL, son air perpétuellement inquiet des premiers jours qui s'expliquait par le fait qu'il venait tout juste de s'évader, a fait place à une tranquille assurance, rien de commun avec CLEACH. Très rapidement il me posa à nouveau le problème de la réorganisation des syndicats sur le plan départemental qui devenait de plus en plus difficile avec la chute des copains de la P.M. (Précisions Modernes) de VIERZON dont la plupart déportés à BUCHENWAL n'en revinrent pas.

Il m'expliqua qu'on comptait beaucoup sur moi qui avait bien réussi sur le plan de ST FLORENT pour se servir de ma jeune expérience. Tout d'abord, à part quelques camarades isolés qu'on avait réussi à infiltrer dans les organismes de la Charte, nos effectifs étaient encore faibles et il s'agissait de préserver au maximum leur incognito pour ne pas les démasquer et les exposer dangereusement.

Pour donner l'illusion, nous avons décidé de sortir un petit journal départemental tiré à la ronéo avec un petit article sur la majeure partie des entreprises afin de faire croire que nous représentions un effectif considérable. Pour ST FLORENT, c'est moi qui régulièrement fournissais un petit article tant sur LABBE, Les FORGES de la BOISSIERE que la SIDGM, MASSICOT mais surtout sur ROSIERES. Les sujets ne me manquaient pas pour mobiliser les ouvriers sur leurs revendications et ma situation de secrétaire "légal" du syndicat me facilitait grandement l'accès aux renseignements.

Le malheur c'est qu'il m'était très difficile de changer mon style et que je risquais fort de me faire repérer.

Il m'était en effet difficile de tenir une correspondance de secrétaire du syndicat "légal" admis par VICHY et en même temps de fournir des articles pour l'organisation clandestine qui précisément attaquaient VICHY et la Charte sans que la police de VICHY n'arrive à détecter la similitude des styles, c'était pour moi la chose la plus difficile.

Pendant ce temps les réunions du Comité Social local continuaient de se dérouler aussi monotones en parlant toujours de menues activités sociales et de la mise en place (par les patrons) des différents organismes prévues par la Charte du travail dans le cadre de notre "Famille professionnelle de la transformation des métaux". Du côté ouvrier, nous continuions toujours de nous battre comme des lions contre les zones de salaires.

Cependant à cette époque, on a senti que quelque chose changeait en face de nous. L'explication était simple. Au début nous étions les seuls à appartenir à une organisation de résistance bien structurée. Depuis les choses avaient évolué, au début, côté patronal chacun était convaincu de la victoire d'HITLER et on faisait preuve d'une certaine arrogance vis à vis des ouvriers.

Aujourd'hui les choses ne se présentaient plus de la même façon, les défaites Allemandes sur le front russe, le désastre de STALINGRAD pour les nazis, avaient eu pour première conséquence de redonner encore plus de moral à nos copains, mais aussi de jeter un certain trouble dans les milieux patronaux.

C'est ainsi que j'ai eu la conviction que mon propre patron devait appartenir à un réseau de résistance (j'ai su plus tard que c'était Libé-Nord.) J'en avais eu un premier sentiment quand il s'était violemment accroché avec BERNARD de ROSIERES, lors de l'exécution de DORDAIN, puis par la suite quand il avait continué pendant des mois à payer le salaire à la veuve, quand il m'avait incité à faire des quêtes parmi le personnel, et enfin quand il avait lancé sur le plan local une collecte en prenant de gros risques pour la veuve et les orphelins.

J'ai su plus tard par MEALARES lui-même qu'il avait de son côté compris que

je jouais un double jeu qu'il n'a rien fait pour entraver mon action, bien au contraire, me donnant même des conseils de prudence. Henri MASSICOT de son côté faisait preuve de correction vis à vis de nous et approuvait notre position sur les zones de salaires.

BARELLON, des FORGES de la BOISSIERE jouait un jeu plus compliqué, il abondait parfois dans le sens de nos revendications tandis que son frère Yvan BARELLON entretenait des relations étroites à PARIS avec Fernand DE BRINON ambassadeur (pétainiste) de FRANCE à PARIS. Il était assez difficile de se reconnaître dans un tel milieu surtout quand on a su que Henri MASSICOT avait été arrêté comme résistant par la Gestapo (Groupe Vengeance), pendant que son frère Joseph était chef cantonal de la Milice à PETAIN.

Le plus mauvais, sans contexte était bien BERNARD de ROSIERES, de lui je me méfiais le plus.

Enfin le jour vint où les Comités tripartites de la Charte du Travail virent le jour et d'un seul coup je me suis vu propulsé jusqu'au "Comité Tripartite Régional de la Charte à ORLEANS".

A vrai dire je n'étais pas du tout rassuré malgré un tel honneur (je représentais le Cher-Sud) car je sentais bien qu'à ce niveau, il y avait peut-être encore quelques copains mais qu'ils devaient être rares. J'ai adopté l'attitude la plus sage, ne rien dire et observer. Cependant, j'ai eu une grosse surprise celle d'un gars d'ORLEANS, un nommé PAPIAU qui est venu me parler. Il m'a expliqué que son frère était caché à ST FLORENT, à l'usine LABBE sous le nom de FLAMARD, il fallait donc que je lui ai d'emblée donné confiance, il m'expliqua que lui-même était de la C.G.T. (Confédération Générale des Travailleurs) clandestine et me confia du matériel tiré à la ronéo, sous la signature de Louis SAILLANT qui représentait la tendance JOUHAUX au sein de la C.G.T. (Confédération Générale des Travailleurs) réunifiée aux accords du PERREUX.

Par la suite il continua à me faire parvenir par la poste à mon adresse la documentation de Louis SAILLANT que je réexpédiais ensuite toujours par la poste à un nommé PAILLARES, rue du petit chasseur à ORLEANS.

C'est ainsi que moi-même appartenant à la tendance FRACHON j'étais un des rares à posséder la documentation issue des 2 branches sœurs de la C.G.T. (Confédération Générale des Travailleurs) devenue illégale.

Au cours des réunions auxquelles j'ai participé en zone occupée je me suis rendu compte que comparativement aux camarades de cette zone, nous-mêmes en zone dite libre étions incontestablement favorisés.

Sur BOURGES et VIERZON, la Gestapo avec ses complices "français" tels PAOLI et PICAULT faisaient régner une véritable terreur avec la complicité des "collabos". Arrestations, Déportations, Disparitions, ne se comptaient plus et l'éventualité d'une défaite des Allemands de plus en plus possible rendaient tout ce beau monde de plus en plus féroce.

A ST FLORENT nous avions l'avantage incontestable de ne pas avoir les Allemands directement sur le dos, nous avons eu DORDAIN arrêté et fusillé, Henri MASSICOT arrêté au petit jour par la Gestapo et qui devait mourir en déportation, un ancien

militaire le Capitaine BONNICHON qui habitait route de BOURGES (maison actuelle de Jean LHERON) qui faisait également parti du Groupe Vengeance comme Henri MASSICOT, arrêté comme lui et déporté mais qui eu la chance de revenir vivant du camp de la mort.

Je me souviens aussi d'un nommé ANTHONOS qui n'était pas un résistant, mais dont le tort était d'être juif. Il habitait rue des Lavoirs dans l'actuelle maison de Madame GAUTHIER.

Arrêté au petit matin par la police, on ne devait jamais le revoir, il est passé comme des millions d'autres juifs dans les fours crématoires. C'était déjà beaucoup pour ST FLORENT mais rien de comparable avec ce qui se passait à BOURGES et VIERZON. D'autre part ST FLORENT était petit et assez rapidement on a pu repérer les gens qui renseignaient les Allemands, miliciens comme Joseph MASSICOT et JOURNAUD ou agent de la Gestapo comme Charles MAESTU de BAUDUER, curé de PLOU et agent de la Propagandastafel et quelques autres.

L'évolution sur le plan militaire avait une répercussion dans la population. Les organisations de résistance se structuraient et il arrivait que des contacts entre elles soient établis en prenant évidemment d'infinies précautions. De moins en moins la population ne croyait à la victoire allemande et les actions armées contre l'occupant devenaient de plus en plus sérieuses et hardies, pendant que parallèlement les collaborateurs sentant la partie compromise, tout en se faisant le plus discret possible devenaient de plus en plus hargneux et dangereux en ce sens que la résistance prenant de la hardiesse, il était heureux pour nous qu'au sein même des P.T.T.(Postes et Télégraphes et Téléphones) et autres services publics, des résistants qu'on ne soupçonnait pas interceptaient des lettres de dénonciation à la Milice ou la Gestapo, qui ne parvenaient donc jamais à destination et par la même occasion, connaissant leurs auteurs, il devenait plus facile de se méfier et aussi, plus tard, de demander des comptes.

Un jour, DUVAL est passé me voir à l'usine et me donna rendez-vous avec Robert LABONNE pour le soir même chez Marcel ROYON. Ce soir-là DUVAL nous annonça qu'il était appelé à des tâches encore plus importantes, de responsable aux masses sur le plan du CHER, il aurait désormais à rayonner sur plusieurs départements dont le CHER malgré tout. Pour le remplacer, il nous présenta un nouveau camarade qui m'impressionna sur le champ par son grand calme, son nom de guerre était RENAULT et ce n'est qu'après la libération que j'ai connu son véritable nom. On se souvient que lors de la rafle effectuée par la Gestapo à la P.M (Précisions Modernes) de VIERZON, un seul de nos camarades, arrivé en retard ce jour-là au boulot avait pu s'échapper de justesse.

C'était Jean ANDROS. Après deux mois, caché chez une tante à ROANNE, il était revenu se cacher dans le CHER et repris sa place dans la résistance. Or ANDROS maintenant avait pris le nom de RENAULT et c'est lui que j'avais devant moi. DUVAL nous expliqua que maintenant, RENAULT et moi étions aptes à le remplacer sur le plan départemental.

Nous avons continué ensemble à sortir notre petit journal clandestin tiré à la ronéo et qu'on a appelé "Le Travailleur Syndique". Il s'agissait de remonter la confiance dans les usines car fallait bien comprendre que tout partait de là, d'abord remonter la combativité revendicative des travailleurs en les regroupant, ensuite, faire échec au service du travail obligatoire pour les Allemands (STO) en aidant les jeunes à se cacher (réfractaires au STO)

pour leur éviter la déportation du travail, et enfin, pour certains à rejoindre les maquis qui commençaient à se multiplier.

Un jour, RENAULT (ANDROS) est venu me voir de la part de DUVAL et m'a proposé de tenir une petite réunion chez moi à la nuit à BELLEVUE.

Nous n'étions que 4, ANDROS, DUVAL et un gars de PARIS, qui, je l'ai su beaucoup plus tard, était MAURICE, Secrétaire Fédéral National de la Fédération CGT (Confédération Générale des Travailleurs) des cuirs et peaux, passé lui aussi dans la clandestinité. Nous avons discuté longtemps. Il s'agissait de constituer cette fois un bureau restreint de l'Union Départementale CGT (Confédération Générale des Travailleurs) qui prendrait le nom de "Direction illégale de l'Union Départementale des Syndicats". Une réunion fut prévue à BOURGES pour mettre ce bureau au point. RENAULT (ANDROS) m'en fixerait le lieu et la date.

Je me souviens à cette occasion d'une amusante anecdote. DUVAL me prenant à part m'expliqua qu'il devenait dangereux pour moi d'agir sous mon nom véritable. RENAULT, DUVAL étaient des noms d'emprunt, aussi, vu mes responsabilités et mes contacts, il devenait plus prudent que je choisisse moi aussi un nom de guerre.

Après une minute de réflexion, je lui ai dit, appelez-moi "BERNARD", c'est le nom du Directeur de ROSIERES si on le fusille à ma place, la perte ne sera pas grosse. DUVAL m'a regardé d'un air étonné et m'a dit l'air un peu embarrassé qu'il vaudrait mieux chercher un autre nom car on avait déjà plusieurs camarades qui se faisaient appeler BERNARD et qu'il fallait que je réfléchisse sur un autre nom.

Plus tard j'ai bien rigolé. En effet, à la libération j'ai su que le nom véritable de DUVAL était en réalité "Louis BERNARD". En changeant mon nom je prenais exactement le sien, belle réussite !

Enfin RENAULT (ANDROS) me fit part que notre réunion départementale se tiendrait à BOURGES le 12 mars à partir de 9 heures dans une salle au 1er étage du Bar Européen dans le bas de la rue COURSALON.

Nous étions que 5 à cette réunion qui dura jusqu'à 5 heures du soir. Là j'ai retrouvé ANDROS (alias RENAULT), DUVAL (alias BERNARD) un cheminot de BOURGES Jean SARSAT et MAURICE était à nouveau descendu de PARIS pour nous guider dans notre travail.

On fit rapidement un inventaire des syndicats que nous contrôlions et les tâches nous ont été réparties au sein d'un bureau provisoire et forcément le plus restreint possible, question de sécurité. Ainsi ANDROS est devenu Secrétaire Général de l'Union Départementale "illégale", moi-même devenant son adjoint et Jean SARSAT le Trésorier.

Tout le reste de la journée nous avons passé notre temps à établir des articles soigneusement étudiés pour notre journal clandestin, qui, ainsi rédigé pouvait faire croire à l'émanation d'une organisation très puissante, et tout cas très supérieure à celle des syndicats légaux de VICHY.

Vers 6 heures du soir alors que je revenais à vélo vers ST FLORENT, la tête

encore pleine des discussions de la journée et en poche une multitude de notes écrites, alors que j'arrivais à l'ancien passage à niveau de ST HENRI, j'ai eu une bien vilaine surprise. Le passage à niveau était fermé et la route contrôlée par un barrage de la Milice.

Ma surprise a été totale, si j'avais vu le barrage assez tôt j'aurais facilement pu choisir une autre route, mais il était trop tard. Un chef de la Milice m'a demandé mes papiers. Je lui ai sorti ma carte d'identité, mais comme un parfait imbécile j'avais mis à l'intérieur de ma carte toutes les notes soigneusement pliées que j'avais prises durant toute la journée, il y avait aussi quelques billets de banque également pliés avec ces fameuses notes. J'ai eu un léger frisson, conscient, mais un peu tard de la faute que j'avais commise.

Fort heureusement, j'ai eu une très bonne réaction, j'ai réussi à prendre mon meilleur sourire et avec la meilleure grâce possible, j'ai tendu ma carte d'identité au Milicien tout en retirant devant lui et très négligemment tous les papiers compromettants qui se trouvaient pliés dedans. Après avoir consulté ma carte et bien regardé ma photo, il m'a demandé si j'allais à ST FLORENT. Je lui ai dit oui. Il m'a répondu "c'est bien, vous pouvez passer". Toujours avec mon plus beau sourire je lui ai répondu "merci Monsieur et à votre service". Ouf ! J'avais eu chaud, mais je sentais en roulant sur mon vélo que mes genoux tremblaient un peu en pédalant et j'ai bien juré que la leçon me serait profitable, ce n'est pas à chaque fois qu'on tombe sur un milicien aussi peu curieux.

Huit jours environ après notre réunion du Bar Européen devait se tenir à la Bourse du Travail de BOURGES le Congrès départemental des syndicats "légaux", c'est à dire admis par VICHY. Aussi lors de notre fameuse réunion clandestine, nous avons mis au point une série de résolutions destinées à contrebalancer la Charte du Travail, et qu'il s'agissait pour nous et nos camarades de défendre au sein même de ce fameux Congrès. L'opération s'avérait délicate car nous savions que des observateurs de VICHY seraient présents dans la salle et qu'il fallait à tout prix éviter de démasquer notre véritable appartenance.

Le syndicat des métaux de ST FLORENT avait désigné trois délégués pour ce Congrès et nous avons dû aller coucher le samedi soir à BOURGES à l'hôtel de la Charrue : il s'agissait de Robert LABONNE, Louis JAMET et moi-même. Le matin du Congrès, nous avons retrouvé sur la place des Marronniers ANDROS (RENAULT) et BERNARD (DUVAL). Nous avons rapidement mis sur pied une tactique pour les tenir en permanence au courant du déroulement des travaux du Congrès.

A tour de rôle Robert LABONNE, moi-même et 2 bûcherons amis qu'on nous a présentés, VIOLLE et BONNEFOY, devons rejoindre ANDROS et BERNARD qui devaient de leur côté se déplacer d'un café à l'autre autour de la place MALUS. Tout fonctionna parfaitement et la liaison se fit très bien.

Au sein du Congrès lui-même, qui fut présidé par un Chartiste du Maine et Loire un nommé DEAUD, il nous est apparu rapidement que la Charte ne faisait pas l'unanimité, notamment sur le point de constituer un syndicat "unique et obligatoire" dans le giron de la charte. Je ne rapporterai pas toutes les interventions, bien entendu mais je me rappelle que parmi les plus acharnés à défendre le syndicat de la Charte j'ai noté DOUCERON de VIERZON et JEUX de BOURGES.

D'autres délégués, tout en appartenant pas à notre organisation clandestine

n'étaient pas très emballés. Enfin c'est notre camarade BONNEFOY, un vieux bûcheron de la région de SANCERGUE qui lut la déclaration que nous avions préparé 8 jours plus tôt au Bar Européen.

Mis aux voix, le projet pour la Charte obtint 22 voix pour, 10 contre, et 18 abstentions. Ainsi malgré la pression qui pesait sur le Congrès, les chartistes n'avaient pu recueillir que 22 voix sur 50 suffrages et 32 exprimés, c'était pour nous une belle récompense. Je dois préciser que dans les 10 voix contre, il fallait compter LABONNE et moi tandis que JAMET avait préféré s'abstenir en déclarant que nous n'avions pas été mandatés par notre syndicat, ce qui était d'ailleurs exact.

En réalité sa position traduisait plutôt une crainte que partageaient certainement les 18 qui s'étaient abstenus, par peur de représailles au cas où ils avaient voté contre.

Je dois dire que leurs craintes étaient en partie justifiées car, au lendemain de la libération quand nos camarades reprirent possession du siège de la fédération nationale des métaux, rue Lafayette à PARIS, on nous a signalé que le nom de Robert LABONNE et le mien figuraient sur une liste avec la mention "Anti chartistes" sous-entendu "communistes". Les risques qui pesaient sur nous étaient des plus sérieux.

A la suite de ce fameux congrès qui dans le fond était pour nous une victoire, nous avons continué notre travail d'organisation sur le département. Je me rappelle qu'un jour du printemps 44 on m'a envoyé à CHEZAL BENOIT pour reformer un syndicat des hospitaliers. Ce rendez-vous m'avait été confié par Émile LAURENT, alias DEERVIG pour samedi après-midi à 15 heures à l'entrée de CHEZAL BENOIT où je devais rencontrer un camarade en tenue du nom de JARDAT.

A l'heure exacte j'étais au lieu précis. Quelle ne fut pas ma surprise en trouvant 2 gars en tenue au rendez-vous dont l'un que je connaissais très bien et qui était tout heureux de me voir. C'était Eugène ROCK qui m'avait de nombreuses fois coupé les cheveux avant - guerre à ST FLORENT comme commis-coiffeur et avait été élu en 1935 conseiller municipal communiste de ST FLORENT.

Il avait tenu à accompagner Emile JARDAT quand il avait su que c'était un gars de ST FLORENT qui devait venir dont bien entendu on ne savait pas le nom.

Je garde de cette petite expérience à CHEZAL un très bon souvenir par la qualité de l'accueil qui m'a été fait et le syndicat a pu être reconstitué dans les meilleures conditions avec d'excellents camarades.

Par ailleurs, je continuais de participer aux réunions de notre bureau "illégal". A ces occasions je me rendais à vélo à BOURGES où je retrouvais ANDROS et SARSAT et nous nous réunissions discrètement en pleine nature, nous rappelant que les murs peuvent avoir des oreilles.

Un problème se posait avec Jean SARSAT car ce dernier, fait exceptionnel ne savait pas aller à vélo. Ainsi réunis nous examinions pour éventuellement les modifier les projets d'articles que chacun de nous avait préparés pour notre Journal "*Le Travailleur Syndiqué*", que ANDROS faisait tirer à la ronéo et que nous devions ensuite diffuser dans les différentes boîtes. Pour ST FLORENT j'en prenais 500 qu'il s'agissait de faire circuler avec



précautions de mains en mains.

Un jour, ANDROS me mit en liaison avec un nouveau camarade, Émile BARDON (je ne savais pas son nom), un évadé de CHATEAUBRIANT où il avait été interné comme otage, il était originaire de la région de BIGNY et avait pris la responsabilité de créer des “milices patriotiques” dans la région en partant des usines. C’est ainsi que je l’ai mis en rapport avec des camarades solides comme Roger DESNOUES, Albert BESCHEREAU, Robert LABONNE. Petit à petit l’organisation se structurait.

Sur le plan militaire, les affaires allaient de plus en plus mal pour les Allemands et le Général DE GAULLE de LONDRES, où chaque organisation de résistance lui avait envoyé des délégués, lançait des appels en disant que la libération de la FRANCE ne pouvait se faire que par une insurrection nationale à laquelle bien naturellement nous nous préparions, c’était un des principaux objectifs des milices patriotiques.

Par mes liaisons avec BOURGES j’étais au courant que des réunions se tenaient sur le plan départemental entre les responsables des principaux mouvements de résistance du CHER et j’ai su qu’un Comité Départemental de Libération était mis sur pied car il ne faisait plus de doute pour personne que les Allemands seraient chassés.

A partir de là, il m’est difficile de rétablir avec certitude la chronologie des faits tellement les actions devinrent nombreuses et précipitées. Je ne cite que ce qui m’a directement touché, il ne m’appartient d’ailleurs pas d’écrire l’histoire, ça me serait difficile vu les extrêmes cloisonnements indispensables de la Résistance pour la sécurité.

Un jour, il fut décidé de me mettre directement en contact avec la direction clandestine de la Fédération des métaux et de m’envoyer un responsable à ST FLORENT même à l’usine (j’étais toujours sous mon vrai nom). Ce camarade m’a donné de nombreuses consignes pour le travail d’organisation qui m’était dévolu puis il me donna un second rendez-vous pour un samedi que nous avons fixé ensemble. Je devais l’attendre à la gare à 13 heures à l’arrivée d’un train venant de PARIS. Au cas où je pourrais avoir un empêchement me confia-t-il, le rendez-vous automatiquement est reporté de 8 jours. Hélas il n’était pas au rendez-vous en question et trois samedis de suite je l’ai attendu en vain et pour cause. En effet, j’ai su plus tard après la libération par Louis GATIGNON que le pauvre gars avait été pris par la police et interné à la Santé, il s’appelait PORTET, mais la libération de PARIS lui a sauvé la vie ainsi qu’à GATIGNON interné avec lui.

Pendant ce temps les actions armées du maquis se multipliaient et la répression se faisait toujours plus dure, les déportations étaient de plus en plus nombreuses. Les Allemands et leurs complices se faisaient de plus en plus féroces envers ceux qu’ils appelaient “les terroristes”.

Les sabotages succédaient aux sabotages pour empêcher les usines de tourner. Un beau jour, je me suis donc retrouvé chômeur. J’ai pu me faire embaucher par la commune où successivement j’ai aidé à rouler le bois pour les personnes âgées.

Ensuite le maire de VICHY qui disposait d’une somme assez importante pour la défense passive nous occupa à creuser des tranchées. Abris en cas de bombardement, d’abord sur le quai du CHER, puis vers l’abattoir (aujourd’hui disparu), puis enfin sur la route de CHAMPFROST. J’avais obtenu la confiance du maire et c’est moi qui avais le cahier pour pointer les présents (une cinquantaine).

Je me rappelle que c'était une bonne chose pour nous. En effet, quand Robert LABONNE par exemple allait à DUN/AURON à vélo pour chercher les tracts imprimés là-bas pour les milices patriotiques, je le comptais présent au travail, c'était un excellent alibi.

Souvent j'avais des tracts à distribuer, aussi je partais un peu plus tôt le matin et à la volée je balançais des poignées de tracts sur les différents chantiers dont j'avais à m'occuper. Personne ne se doutait que c'était moi et j'étais très heureux de voir que tous mes papiers étaient lus avec intérêt et redistribués à l'extérieur, tous étaient d'accord, la confiance revenait et on parlait de plus en plus d'un débarquement allié.

Je me souviens que cependant une usine continuait à tourner pour les Allemands, les FORGES de la BOISSIERE. La Direction avait pu acheter un gros tracteur qui était amplement suffisant pour faire tourner les machines.

L'affaire fut étudiée rapidement. Un soir au café BARBIER (où se trouve aujourd'hui le poissonnier), je me suis retrouvé avec André THOMAS et Roland SALMON (guerlutton). C'était précisément SALMON, excellent mécano qui avait à s'occuper du tracteur et nous lui avons demandé de le mettre en panne dès le lendemain. SALMON était bien un peu embêté car il adorait son métier.

Après un moment de réflexion, il se décida "tant pis ! je vais couler une bielle". Et le lendemain à 9 heures précise c'était chose faite.

Sur le front Est, les Allemands ployaient de plus en plus devant les troupes russes et de plus en plus on parlait d'un débarquement allié en FRANCE. En conséquence l'insurrection nationale se préparait activement mais avec toutes les précautions indispensables. Malheureusement les parachutages d'armes avaient bien lieu mais la répartition n'était pas très équitable.

Je me souviens qu'une nuit un parachutage eut lieu sur les terres du domaine de DAME-SAINTE à SAUGY au profit de l'organisation à laquelle appartenait mon patron MEALARES. Les armes, lâchées en pleine nuit avaient été camouflées dans les tas de gerbes de blé. Le lendemain, elles ont été récupérées et transportées en camion jusque chez André BALLUT, un brave gars, marchand de vin dont les cuves en raison de la guerre se trouvaient vides. Tous ces containers vides devenaient une cache idéale pour les armes parachutées. Malheureusement une dame P.....de sa fenêtre ayant vue plongeante dans la cour d'André BALLUT avait assisté au déchargement et par lettre à la Gestapo en informait celle-ci. Heureusement que la résistance était infiltrée jusque dans les P.T.T. (Postes Télégraphes et Téléphones) et que la lettre n'arriva jamais à destination. Celle qui l'avait postée devait le payer cher à la libération lors de l'épuration qui suivit.

Tous les maquis ne bénéficiaient pas de pareils envois d'armes notamment les maquis F.T.P (Francs-Tireurs et Partisans) du front national dont semblaient se méfier les autorités de LONDRES et plus tard, nous en avons connu les véritables raisons. En effet, ces maquis qui étaient les plus nombreux et les premiers constitués étaient soupçonnés par certains Américains notamment, de vouloir s'emparer du pouvoir en FRANCE par la force, ce qui était absolument faux et nous en avons eu confirmation par la suite, ils avaient peur tout simplement des communistes !

Les F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) devaient se débrouiller pour trouver de l'armement, souvent, en attaquant l'ennemi pour leur voler leurs armes. Un jour ils risquaient un coup d'une audace incroyable. En plein jour dès la sortie des ouvriers de midi ils attaquaient l'usine de munitions BILLAUD à la Chapelle Saint URSIN avec Michel CHERRIER, MALAT et GLORIAU à leur tête et grâce à des complicités intérieures, ils repartaient avec un important matériel, des mines, explosifs, grenades etc. et font sauter des installations avant de repartir avec leurs 4 camions vers leur base dans la région de LIGNIERES.

Cela n'alla pas sans mal car un accrochage sérieux avec des Allemands arrivés en renfort de BOURGES eu lieu à la sortie de la CHAPELLE SAINT URSIN. Finalement tout se termina bien pour les F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) alors que les Allemands eurent quelques pertes.

Enfin le 6 juin 1944, la nouvelle tant attendue est arrivée : les troupes alliées débarquaient en Normandie. Ce fut dans la population comme un vent de folie mais hélas ce n'était pas encore la libération, les alliés étaient encore loin et les Allemands toujours là rendus encore plus féroces. L'heure de l'insurrection nationale demandée par DE GAULLE était arrivée et sans elle il a été prouvé amplement par la suite que le débarquement était un échec, 80 à 90%.

En effet, de ceux qui participèrent aux premières vagues d'assaut ont été massacrés. L'action de la résistance "fer" des cheminots en Normandie, celles de tous les maquis qui harcelaient les colonnes Allemandes appelées en renfort ont grandement contribué à la réussite du débarquement. Des actions étaient déclenchées dans toute la FRANCE pour démoraliser l'ennemi.

Les maquis sortaient de l'ombre avec des effectifs insoupçonnés. Les objectifs fixés par le C.N.R. (Comité National de la Résistance) étaient d'une part d'harceler les colonnes en route vers la Normandie, mais aussi d'attaquer et prendre certaines villes de l'intérieur dans le but de fixer des troupes ennemies et les toucher au moral. Dans ce dernier cas, il était bien précisé qu'aussitôt l'objectif atteint les maquisards devaient se replier, il n'était pas en effet possible d'envisager une libération définitive c'était trop dangereux. Dans le Cher, le choix du Comité Départemental s'était fixé sur ST AMAND. Le 6 au soir en fin d'après-midi trois colonnes F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) convergeaient sur ST AMAND où elles retrouvaient au centre de la ville les hommes du groupe Surcouf (Combat) de VAN GAVER.

Tous les bâtiments officiels sont occupés sans combat et à la Sous-Préfecture un matériel important concernant notamment le fichier des Miliciens du Département tombe dans leurs mains. Une bataille sévère a lieu ensuite avec les Miliciens qui ne finissent pas se rendre et parmi eux, un groupe de Miliciennes dont la femme de BOUT DE L'AN un des chefs les plus importants de la Milice.

L'enthousiasme de la population est tel que les maquisards effectuent leur repli prévu avec quelques retards, direction la CREUSE. Le 8 juin à 5 heures du matin les S.S. (Section de Sécurité) arrivent pour reprendre ST AMAND, les maquisard sont loin mais des fusillades d'otages ont lieu et BOUT DE L'AN furieux de savoir sa femme aux mains du maquis sera obligé de traiter l'échange d'une soixantaine d'otages contre la liberté de sa femme, qui se fera le 25 juin.

Pendant ce temps les maquisards de SURCOUF repliés dans le Creuse subissent l'encerclement des nazis. Les F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) échappent de justesse à l'encerclement grâce à une jeune paysanne qui leur enseignera un chemin pour fuir. SURCOUF se scinde en deux et le groupe conduit par VAN GAVER et BLANCHARD est détruit le 19 juillet. Le second groupe de SURCOUF qui conserve avec lui 13 miliciens faits prisonniers à ST AMAND attaqué lui aussi le 19 juillet réussit à fuir après avoir pendu les 13 miliciens en représailles de tous les crimes commis par eux et leurs amis.

L'affaire de ST AMAND a fait beaucoup parler en raison des représailles de la Milice mais il s'est avéré par la suite que l'opération a eu un immense écho chez les nazis qui ne se sentaient plus nulle part en sécurité.

Maintenant, revenons à ST FLORENT après le 6 juin. La prise de ST AMAND venait d'avoir lieu et nous n'avions que des renseignements fragmentaires et plutôt contradictoires. Le samedi qui suivit, je me trouvais avec Robert LABONNE à la CHAISE quand nous vîmes arriver à bicyclette CARLY, un copain de MASSOEUVRE passé à la clandestinité et qui venait de ST AMAND.

Il nous a expliqué ce qui s'était passé et était encore tout bouleversé par ce qu'il avait vu, notamment les représailles des S.S. et de la Milice sur la population. C'est alors qu'il nous annonça que pour ST FLORENT il était prévu pour nous que nous devions prendre la mairie la nuit prochaine avec l'aide des maquisards.

D'après lui, après ce qu'il venait de voir c'était de la pire folie. Cette conversation avec CARLY m'a profondément marqué et aujourd'hui encore je lui en suis reconnaissant. En effet, quand je suis arrivé chez moi à BELLEVUE, MADELEINE m'a appris que Marcel ROYON était venu à la maison et que je devais sans faute me trouver chez lui à 7 heures du soir pour une très importante réunion.

Je précise que Marcel ROYON habitait rue PASTEUR face à la maison habitée par un dénommé PAQUELIN contremaître chez MASSICOT et membre dévoué de la Milice dont le chef cantonal était Joseph MASSICOT. Chaque réunion chez ROYON posait toujours quelques problèmes de précautions. Ce soir -là à 19 heures nous nous sommes donc retrouvés à 7 ou 8 chez Marcel qui nous a immédiatement expliqué la situation qui était bien ce que CARLY nous avait annoncé.

Il avait reçu un ordre de nos camarades du maquis comme quoi nous devions le soir même nous emparer du Château dans le cadre de l'insurrection nationale. J'ignore qui avait pris cette initiative. En conséquence, nous devions tous nous préparer et nous rendre au champ de foire où 2 camions de maquisards vers 23 heures viendraient nous rejoindre et apporteraient des armes.

Immédiatement j'ai expliqué ce qu'avait dit CARLY en venant de ST AMAND et que c'était de la pure folie, le Château qui d'ailleurs était partiellement habité, tout en abritant les services de la mairie, ne présentait absolument aucun intérêt et n'offrait aucune issue de secours pour s'échapper, c'était se mettre de nous-mêmes dans une souricière.

Après une laborieuse discussion où j'étais à peu près seul à défendre mon point de vue, je suis reparti en disant que je ne voulais pas prendre une part de responsabilité dans

une action semblable et qu'à 23 heures je ne serais pas présent au champ de foire. Quand je suis parti les copains étaient bien embarrassés, ma prise de position les avait bien ébranlé, mais, comme répétait ROYON c'était un "ordre", que faire?

Arrivé chez moi à BELLEVUE, j'étais comme accablé, j'étais certain d'avoir raison, mais si pendant que j'étais chez moi à l'abri, les camarades se faisaient massacrer, je passerais à leurs yeux pour un lâche, pourtant j'avais tout fait pour les convaincre. Que faire?

Ma conscience était à rude épreuve. J'ai fini par prendre une décision, je me suis habillé et j'ai décidé d'aller rejoindre les copains au champ de foire dès que j'entendrais l'arrivée des camions vers l'heure dite.

A 2 heures du matin n'ayant encore entendu aucun bruit de moteur dans la nuit je me suis couché.

De bonne heure, j'ai été voir Robert LABONNE. L'expédition avait été annulée, les camions n'étaient pas venus. Après mon départ de chez ROYON, la discussion avait continué et finalement les copains s'étaient rendus à mes arguments et avaient envoyé quelqu'un jusqu'au maquis pour décommander l'opération. Paraît-il (je l'ai su par André THOMAS qui y était) qu'on m'a cassé là-bas du sucre sur le dos quand on a su que j'étais responsable de ce "refus d'obéissance".

Pourtant 15 jours plus tard, j'ai eu le plaisir d'entendre ceux qui étaient les plus décidés dans l'opération, dire qu'on aurait fait une drôle de "connerie" en s'emparant du Château.

Côté positif, il n'y avait rien à espérer, contrairement à ST AMAND où une foule de documents était tombée dans nos mains, à ST FLORENT il n'y avait absolument rien à récupérer mais par contre la riposte aurait été terrible. Les Allemands, les S.S., (Sections de Sécurité) étant toujours à BOURGES, en un rien de temps ils seraient intervenus. Personne n'aurait pu s'échapper du Château où on aurait grillé comme des rats et il est impossible d'évaluer les représailles qui se seraient abattues sur la ville et nos familles.

Rendus furieux par le coup de ST AMAND les S.S. (Sections de Sécurité) étaient capables de tout. Le débarquement avait été une belle chose mais malheureusement ce n'était pas encore la libération, certains l'avaient cru et l'ont payé cher, faute d'avoir gardé la tête froide dans ces moments euphoriques.

Avec le recul du temps, je me rends compte que ce jour-là c'est le plus beau des services à mettre à mon actif au compte de la Résistance.

En effet, les nouvelles qui nous parvinrent peu après du Sud-ouest étaient plutôt atroces. La colonne S.S. (Sections de Sécurité). Du Général LAMMERDING qui quittait la région pour monter en renfort en Normandie, harcelée tout le long de sa route par les maquisards qu'ils considéraient comme des terroristes, sont passés, à titre d'exemples à des représailles féroces qu'ils voulaient exemplaires en se livrant à de véritables actes de terrorisme.

Ainsi à TULLE, 99 personnes prises en otages au hasard ont été pendues à titre d'exemple, par devant toute la population.

Parmi eux figurait une personne de la rue des Lavoirs de ST FLORENT, René BERTRAND, qui travaillant aux Ets Militaires de BOURGES avait été replié durant la débâcle de 1940 sur l'arsenal de TULLE. René BERTRAND, rue des Lavoirs, habitait une maison aujourd'hui détruite à l'emplacement de l'actuelle maison de Jean OLLIER.

C'est la même colonne S.S. (Sections de Sécurité) qui le lendemain incendiait ORADOUR SUR GLANE, massacrant toute la population dont plus de 600 femmes et enfants brûlés vifs dans l'église et incendiant toutes les maisons. Ce fut je crois la pire des atrocités par les S.S. furieux qui voyant poindre la défaite, avaient atteint un degré de sauvagerie inégalé. Hélas leurs crimes sont restés impunis et LAMMERDING est mort paisiblement dans son lit en Allemagne où il ne fut jamais inquiété.

Que ce serait-il passé à ST FLORENT si nous avions fait l'erreur ci-dessus ? Nul ne le sait mais en y réfléchissant on peut en avoir le frisson, surtout que l'événement se serait situé au lendemain du coup de ST AMAND qui les avait rendus furieux.

Pendant ce temps les choses évoluaient très vite, grâce à ANDROS, je savais que sur le plan départemental les organisations de résistance étaient désormais en contact au sein du "Comité Départemental de la Résistance" dont le Président choisi par LONDRES était Marcel PLAISANT ancien Sénateur du CHER qui avait voté contre les pleins pouvoirs à PETAIN en 1940.

Parallèlement les actions des maquis allaient en s'amplifiant et celles des miliciens et de la S.S. (Section de Sécurité) étaient de plus en plus dures.

Le 6 août dans la matinée une rafle dirigée par PAOLI avait lieu dans ST FLORENT et une vingtaine de jeunes étaient emmenés à pied à BOURGES au BORDIOT. Le soir même ils étaient libérés mais j'avais eu chaud car parmi eux se trouvait MARGUERITAT de MASSOEUVRE qui précisément venait chez moi, muni d'une fausse carte d'identité que je lui avais fourni (le matériel et faux cachets étaient planqués dans mon grenier).

L'après-midi de ce 6 août fut également marqué par le bombardement du viaduc qui fut touché en plein dans une arcade et plusieurs maisons de ST FLORENT notamment près de la gare furent détruites, une femme fut tuée.

Quelques jours plus tard, les organisations de résistance de ST FLORENT se sont enfin réunies pour coordonner leurs actions. Cette réunion s'est tenue rue Jean BAFFIER au domicile de Monsieur LEVEQUE, membre actif de LIBE-NORD et nous avons mis sur pied le Comité Local de Libération (C.L.L.). Marcel LAFLEUR le dentiste, membre du Front National a été désigné comme Président du C.L.L. (Comité Local de Libération), André THOMAS du P.C. (Parti Communiste) et Henri MEALARES du M.L.N. (Mouvement de Libération National) étaient vice-présidents, moi-même étais membre au titre de la C.G.T. (Confédération Générale des Travailleurs) et Georges DESNOUES en tant que P.S. (Parti Socialiste).

Par la suite, à ces cinq membres nous avons ajouté PIEUCHOT (Libé-Nord) Robert LABONNE (des Milices Patriotiques), Melle SOULAT (U.F.F.) (Union des Femmes Française) et Jean MIGNOTON (F.U.J.P.) (Forces Unies de la Jeunesse Patriotique).

C'est là que nous avons désigné une quinzaine de personnes pour constituer le Conseil Municipal Provisoire de la Libération qui serait ratifié par le C.D.L. (Comité Départemental de Libération).

Enfin, grâce aux documents récupérés à ST AMAND le 6 juin ayant trait aux membres de la Milice et indicateurs de la Gestapo, nous avons dressé la liste des gens de ST FLORENT qui devraient être arrêtés et mis hors d'état de nuire, miliciens ou indicateurs de la Gestapo.

Tout alla ensuite très vite.

Une compagnie de F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) sous les ordres du Commandant BAPTISTE vint s'installer dans les locaux désaffectés de l'ancien hôtel de ROSEVILLE et il fut procédé par les différentes organisations de résistance à l'arrestation de neuf personnes, toutes compromises avec les Allemands et repérées dans les archives confisquées à ST AMAND. Les neuf furent emprisonnées dans la cave de ROSEVILLE.

Les autres maquis s'installèrent les uns à FONTMOREAU au milieu des bois, d'autres comme Indre-Est dans la région de LIGNIERES. Toute la région était pratiquement sous le contrôle de la résistance. Le conseil municipal de ST FLORENT et son maire nommés par VICHY n'existaient plus que sur les papiers.

Le C.L.L. (Comité Local de Libération) se réunissait chaque matin dans les communs du château et c'est lui qui prenait les décisions.

Roger BOISSELET membre de Libé-Nord et qui par ailleurs fut un résistant exemplaire avait imprimé les affiches tricolores informant la population de la composition de notre Comité de Libération qui désormais prenait en main les affaires de la commune.

Ces affiches étaient sur tous les murs de ST FLORENT. Un coup imprévu faillit faire tourner l'affaire au drame.

En effet, les affiches à peine collées, il nous fut signalé que les troupes Allemandes refluant vers l'Est arrivaient dans notre région et personne au début n'y a cru. Cependant, à la nuit tombante comme je discutais avec Robert LABONNE à un coin de rue, nous avons vu passer plusieurs voitures Allemandes et un camion, tous armés jusqu'aux dents. Immédiatement, l'alarme a été donnée aux F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) de ROSEVILLE. Pour ma part, remontant rapidement à BELLEVUE j'ai averti rapidement MADELEINE et les voisins qui étaient là, de ne pas être surpris.

En effet, au même moment au lieu-dit le SOLIER, la voiture Allemande en tête, sautait sur les mines placées par les F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans), un officier de haut rang a été tué.

Le lendemain matin, je descendais comme à l'habitude à la réunion du C.L.L. (Comité Local de Libération) quand une femme m'a arrêté, "n'allez pas au Château, les Allemands y sont".

Effectivement, les Allemands par dizaines de mille refluaient, la route

nationale en était toute encombrée. Dans le parc, on apercevait les engins militaires cachés sous les arbres.

Nous avons frôlé la catastrophe. Les F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) précipitamment avaient quitté ROSEVILLE en emmenant toutefois leurs prisonniers. Les affiches du Comité de Libération avaient miraculeusement disparues des murs, enlevées par des mains amies, car nos noms affichés nous désignaient de suite à la répression. Nous l'avons échappé belle.

Durant cinq jours la débâcle allemande déferla à travers ST FLORENT. Pour éviter d'être pris, tous les copains qui s'étaient dévoilés avaient été rejoindre les maquis, FONTMOREAU ou F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans). Pour ma part je ne voulais pas laisser MADELEINE seule car elle était enceinte et ne voulais pas lui causer vu son état trop de soucis.

Le jour, je me tenais dans les bois vers VILLENEUVE et CHATILLON au contact des F.T.P. (Francs-Tireurs et partisans) et le soir à la nuit, nous allions tous les deux coucher chez des voisins, LAUGERE. Le principal, en effet étant en cas de dénonciation de ne pas être présents au domicile.

L'alerte avait été chaude mais ST FLORENT à part quelques vols et réquisitions s'en tira sans dégât. Il n'en fut pas malheureusement de même partout. Les troupes Allemandes qui comptaient parmi elles des éléments coloniaux, des French-Indian véritables sauvages avec des anneaux aux oreilles ont vu ces derniers se livrer à toutes sortes de méfaits, violant notamment 28 femmes à LEVET et 20 à SANCOINS et on n'a pas tout su.

La vague sauvage une fois passée, nous avons repris nos activités. Le C.L.L. (Comité Local de Libération) recommença à se réunir et les F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) se réinstallèrent à ROSEVILLE. Dans l'intervalle mettant à exécution les directives de LONDRES, qui étaient "miliciens assassins, miliciens futurs fusillés" ceux-ci avaient été passés par les armes après jugements par le tribunal F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur).

Ceux qui n'avaient pas de choses trop graves à se reprocher furent ensuite relâchés moyennant une forte amende au profit des victimes du nazisme.

Je voudrais tout de même ici ouvrir une parenthèse. Parmi les neuf qui furent fusillés figure un être particulièrement abject : il s'agit du curé de PLOU, un noble, "Charles MAESTU DE BAUDUER" agent de la Propagandastaffel, véritable chef de la Gestapo pour le canton de CHAROST.

Si chez les Allemands, un ecclésiastique, l'abbé "STANKE dit "Le Franciscain de BOURGES", homme admirable qui rendit d'énormes services aux Français tombés dans les mains de la Gestapo, il était par contre absolument répugnant de trouver un Français, curé par-dessus le marché, pour avoir une attitude aussi odieuse.

Quand il fut arrêté par la Résistance, le frère de L.G. LEVEQUE venait être pris par la Gestapo de VIERZON. Un marché fut mis sur pied, échanger le curé de PLOU avec le frère à LEVEQUE, grand résistant. Le curé de PLOU rédigea lui-même une lettre où il exposa tous ses titres au service de la Gestapo et en expliquant qu'il serait fusillé si LEVEQUE n'était pas échangé contre sa propre liberté.



C'est Roger BOISSELET lui-même qui se chargea d'aller à la Gestapo porteur de cette lettre pour essayer d'obtenir cet échange. Hélas, l'échange n'eut jamais lieu pour la bonne raison que LEVEQUE avait déjà été massacré et ne fut jamais retrouvé.

Par contre Roger BOISSELET avait risqué sa vie dans l'affaire et à ce jour il conserve toujours en souvenir la fameuse lettre, écrite de la main du curé de PLOU. Tant qu'à ce dernier avant d'être fusillé, il aurait déclaré "j'ai ce que je mérite". Je le pense aussi.

Cependant, tout n'était pas terminé, les Allemands étaient toujours nombreux autour de BOURGES et des colonnes en retraite à travers le département étaient signalées. Les maquisards formaient des unités de plus en plus fortes et capables d'engager de véritables batailles.

Le 22 août, les hommes du Commandant BAPTISTE (F.T.P.), vers 15 heures, se risquaient à attaquer les S.S. (Sections de Sécurités) descendus d'un train blindé à PONT VERT et non le train blindé lui-même comme certains le prétendaient, ce qui aurait été une folie.

L'affaire tourna mal pour le F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans). Croyant surprendre l'ennemi, ce fut eux qui tombèrent dans une véritable embuscade. Ce fut là que tombèrent Germain BAUJARD de MASOEUVRE, THEVENAUD de CHATEAUNEUF, JACQUEMARD et CHASSAGNE de LIGNIERES, qui blessés furent atrocement massacrés.

René PIROT blessé lui-aussi d'une balle au ventre ne dut la vie sauve que grâce au dévouement et au courage de Roger DESNOUES (Le Bouvreuil) qui réussit à le prendre sur son dos et à l'éloigner de la zone mitraillée.

Transporté d'urgence à ISSOUDUN, c'est le Docteur RELIER qui lui a extrait la balle qu'il garde en souvenir. Les corps des quatre tués ont été exposés dans une grande salle du Château et tout ST FLORENT est venu saluer leurs dépouilles affreusement mutilées. Le jour des obsèques, la foule était tellement dense autour du monument aux Morts que craignant une action terroriste des avions Allemands contre cette foule, on a pris la sage décision de la faire disperser.

Cependant, un autre drame devait avoir lieu, un camion allant de CHAROST vers CHATEAUNEUF, transportant des personnes voulant assister aux obsèques du jeune maquisard THEVENOT et conduit par un nommé LECOMTE a été pris pour cible par des avions américains et le pauvre LECOMTE a été tué. Les erreurs de ce genre de la part des Américains ont d'ailleurs été nombreuses et ont soulevé les protestations de la Résistance.

Désormais nos véhicules devaient être porteurs d'une étoile peinte en blanc sur le toit ce qui en contrepartie les exposaient aux avions Allemands de plus en plus rares il est vrai.

Un nouveau drame encore à l'actif des Américains. Pendant que les membres du C.L.L. (Comité Local de libération) se trouvaient réunis devant le château, nous avons assisté de loin au mitraillage par les avions américains à double fuselage, du chemin de fer économique (le Tacot) au-delà de ROSIERES.

Presentant le drame, une délégation du C.L.L. (Comité Local de Libération) s'est rendue sur place. Les avions s'étaient acharnés sur le malheureux Tacot, occupé uniquement par des civils, faisant des morts et des blessés. Parmi eux Mademoiselle SIRET de ST FLORENT morte de ses blessures et une jeune fille de la rue des Lavoirs Odette MARCHAIS sérieusement blessée d'un éclat à la cuisse. Cette fois les protestations ont été véhémentes près du Commandant allié, ces faits étant proprement inadmissibles. Nous avons su par la suite que d'autres faits de ce genre avaient été nombreux dans la région, BOURGES et VIERZON notamment.

Cependant le rôle du C.L.L. (Comité Local de Libération) de ST FLORENT est élargi. Mandaté par le C.D.L. (Comité Départemental de libération), nous avons un rôle de "Comité Cantonal de libération" et une commission politique était chargée de visiter les douze communes du canton, autres que ST FLORENT où le travail était fait, afin de remplacer les maires et conseils municipaux qui s'étaient mouillés avec VICHY et PETAIN et les remplacer par des gens qui avaient aidé la Résistance.

Il est amusant de rappeler ici que j'ai participé à cette commission avec André THOMAS qui connaissait le canton par cœur et Henri MEALARES, mon propre patron. L'entente entre nous trois a été parfaite.

Sur les treize communes du canton, onze ont changé de maire, seules, Le SUBDRAY et SAUGY ont gardé leur maire, Le SUBDRAY parce qu'on avait peu de choses à reprocher et SAUGY, parce que COURSAULT (le maire) s'était prêté à un parachutage d'armes sur ses terres du Domaine de DAME-SAINTE.

Partout ailleurs, il y eu changement ce qui n'alla pas toujours sans accrochage notamment à MAREUIL et ST AMBROIX où les maires nommés par VICHY protestaient de leurs bons sentiments à l'égard de la Résistance. Aujourd'hui quand j'y pense, je m'amuse des pouvoirs exorbitants qu'on nous avait confiés.

Cependant, malgré toutes les apparences, nous n'étions pas définitivement libérés, des troupes allemandes fuyant le Sud-Ouest et tentant de regagner l'Est se dirigeaient toujours vers notre département. Un matin, alors que comme chaque jour, je passai à ROSEVILLE toujours siège des F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans), j'y ai trouvé une animation inhabituelle. Une colonne Allemande de 18000 hommes se trouvait pratiquement immobilisée entre CHATEAUNEUF et LEVET, harcelée depuis des jours par de fortes formations de maquisards, la colonne était pratiquement encerclée et les F.T. P. (Francs-Tireurs et Partisans) avaient fait prisonnier son convoi de la Croix Rouge qui à l'encontre des conventions internationales était bourré d'armes.

A ce moment précis, deux officiers F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) tentaient de prendre contact avec le Général ELSTER, commandant cette colonne Allemande pour essayer d'en obtenir la reddition. Les deux F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) étaient le lieutenant LAUNAY et le sous-lieutenant PONCZ.

La démarche était risquée, aussi les visages à ROSEVILLE étaient tendus, chacun étant conscient de l'enjeu et du risque. L'affaire faillit mal tourner pour nos deux camarades et seule, probablement la prise du convoi Croix Rouge entre nos mains leur a sauvé la vie. Le moral était très bas chez les Allemands mais ceux-ci en aucun cas ne

voulaient se rendre aux maquisards, leur orgueil déjà blessé étant en jeu, ils tentèrent une manœuvre en traitant directement un accord avec les Américains qui se trouvaient à ISSOUDUN et en maintenant les maquis à l'écart.

Les F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur) réagirent vigoureusement à cette manœuvre et menacèrent de poursuivre leurs attaques. Enfin ELSTER dut se résoudre de signer le 11 septembre à 15 heures à la mairie d'ARÇAY sa capitulation face aux "Allies" mais aussi aux "maquisards".

Malheureusement, grâce à la complicité des officiers américains ce ne fut pas une capitulation sans condition et c'est ainsi que les 18000 hommes conservèrent leurs armes pour gagner la région de la Loire et se rendre aux Américains. Je me souviens très bien avoir vu passer leur colonne armée jusqu'aux dents venant par la route de ROSIERES pour prendre celle de PREUILLY, ils avaient l'air méchant et arrogant à la fois et nous avons su que sur leur route, ils s'étaient rendus coupables de méfaits, tuant un Directeur d'usine à BIGNY massacrant des résistants en forêt de VOUZERON. Tout cela par l'inconvenable mansuétude des Américains.

Un comble, nous avons appris que les officiers allemands, à leur arrivée sur la Loire s'étaient vu gracieusement offert le thé par les officiers américains.

Une telle attitude avait de quoi soulever la colère de tous ceux qui depuis deux ou trois ans avaient risqué leur vie à organiser la résistance et qui voyaient aujourd'hui les maquisards traités avec mépris, alors que sans leur sacrifice, jamais le débarquement Allié n'aurait pu réussir. Il y avait de quoi être déçus et soucieux pour l'avenir et on n'allait pas tarder de constater combien nos soucis étaient justifiés et nos mauvais présages fondés. Hélas !

Après cette dernière alerte, on a pu enfin se considérer comme définitivement libérés. C'est Marcel PLAISANT lui-même qui en qualité de Président Départemental de Libération est venu à ST FLORENT mettre en place officiellement le Conseil Municipal d'une quinzaine de membres que le C.L.L. (Comité Local de Libération) avait désigné pour administrer la commune à titre provisoire en attendant que des élections aient lieu.

A cette occasion chacun de nous, pour bien démontrer le caractère uni de la Résistance avait mis au bras, quel que soit son appartenance, le même brassard à Croix de Lorraine du groupe Nord -Indre, brassards parachutés dont BOISSELET avait un stock.

Le Maire de la Libération était Marcel LAFLEUR, le dentiste, du Front National, le 1er adjoint André THOMAS du P.C. (Parti Communiste) et Roger BOISSELET du M.L.N. (Mouvement de Libération National) était 2ème adjoint.

Parmi les conseillers, il était curieux de constater que nous nous trouvions trois du Décolletage Florentais, deux de mes patrons, Henri MEALARES et PENNETIER et moi-même. Tout en appartenant à des réseaux différents, nous nous trouvions réunis là : pour une petite boîte d'une quinzaine d'ouvriers c'était assez exceptionnel, et encore il nous manquait ce pauvre DORDAIN qui après avoir tant fait pour cette libération, allant jusqu'à sacrifier sa vie, n'était plus là pour fêter avec nous le grand jour.

Détail émouvant, le jour de notre mise en place officielle par Marcel

PLAISANT, une remise d'enveloppes avec l'argent prélevé en amendes sur certains collabos, a été faite à un certain nombre de familles victimes des Allemands. Parmi ces familles de victimes, il y avait le père TOURNADRE, d'une famille bien connue de commerçants, dont le fils André TOURNADRE du groupe "SURCOUF" avait été tué accidentellement par un camarade imprudent manipulant un revolver chargé dans les heures même de la Libération.

Or, il se trouvait également que le gendre du père TOURNADRE avait été fusillé par la Résistance pour ses rapports avec la Gestapo. L'émotion du pauvre homme nous a tous gagné quand on lui a vu de grosses larmes sur les joues, son fils tué dans la Résistance et d'autre part son gendre fusillé (après jugement), par la Résistance, c'était un drame pour ce brave homme qui très digne en parlant de V....., son gendre a dit "s'il a fait ça, il a ce qu'il mérite". Ensuite il a rendu l'enveloppe pour en faire profiter des gens ayant plus de besoin que lui.

Cette journée reste pour moi un des plus beaux souvenirs de ma vie. Je me rappelle du défilé en ville avec nos brassards à croix de Lorraine pour aller fleurir le monument aux morts et de la grande fête populaire qui spontanément s'est organisée. Le soir à la nuit avec des orchestres improvisés, le plus souvent un simple accordéon, ça dansait dans tous les carrefours de la ville.

A l'église, une bande de joyeux garçons s'étaient mis à sonner les cloches à toutes volées, on en était quasi-assommé. André BALLUT, marchand de vin, le même qui avait caché dans ses cuves vides les armes parachutées à DAMES SAINTE et qui avait été dénoncé (lettre interceptée), pour fêter ce beau jour avait mis en place au milieu de sa cour une pièce de vin de 200 litres où chacun à loisir venait boire gratuitement.

Toute la ville était en fête, je dirais presque en folie. Une chose pourtant me choquait un peu : alors qu'en 1941 nous n'étions qu'une poignée à nous lancer dans une aventure qui pouvait apparaître sans issue, ce jour-là on voyait apparaître des résistants de la dernière heure qui n'avaient aucun mérite et qui jouant des coudes tentaient de se montrer au 1er rang.

Les collaborateurs, eux étaient absents de la joie populaire, cachés honteusement derrière leurs persiennes, ils attendaient que se fasse un peu l'oubli pour redresser la tête et cracher sur la Résistance sans aucune pudeur.

Moi, le soir au lit je n'arrivais pas à m'endormir, bien sûr j'éprouvais un immense sentiment de fierté d'avoir appartenu à un organisme qui resterait dans l'histoire, le Comité Local de Libération de ST FLORENT et je garde encore précieusement aujourd'hui le brassard à Croix de Lorraine en souvenir d'un des plus beaux jours de ma vie.

Aujourd'hui nous ne sommes plus que trois survivants de ce C.L.L. (Comité Local de Libération) André THOMAS, Robert LABONNE et moi-même et bientôt nous aurons tous disparus. Qui s'en souviendra? De la manière dont on écrit l'histoire ! Peut-être passerons-nous pour des hors-la-loi comme prétendaient les Vichystes ?

Donc ce soir-là je ne trouvais pas le sommeil et dans ma tête je revivais tous les événements que j'avais vécus depuis cette première réunion d'avril 1941 que nous avons tenue à dix dans les bois avec Marcel CHERRIER et Gabriel DORDAIN.

A cette époque, nous étions dix à vouloir y croire alors que la plupart baissaient les bras et je songeais à tous ceux de nos camarades qui étaient tombés, fusillés ou déportés dans les camps.

Le Parti Communiste avait payé un lourd tribut, plus de cent des nôtres 150 environ étaient tombés dans le Cher, 75000 sur le plan national. Je pensais à mon jeune cousin André AUBOUET des Jeunesses Communistes, du Groupe R. LOSSERAND dans la Résistance, fusillé à l'âge de 19 ans au Mont VALERIEN, mais je pensais aussi à Gabriel DORDAIN.

Je demande à mes enfants plus tard, quand ils verront le nom de Gabriel DORDAIN, sur la plus belle avenue de St FLORENT, d'avoir une pensée pour mon camarade. Qu'ils sachent bien que si Gabriel avait parlé sous la torture, eux-mêmes n'auraient jamais existés car moi-même je n'aurais certainement plus été là pour le grand jour de la Libération, alors que tous mes enfants sont venus après.

Je me disais aussi que maintenant mon rôle était terminé aussi bien sur le plan syndical que politique que j'avais fait ma part, prêt à passer le relais à d'autres. Je me sentais comme usé par ces années passées sur le qui-vive et maintenant j'aspirais, dans la paix retrouvée à me consacrer uniquement à mon foyer d'autant plus que MADELEINE attendait un bébé vers la mi-octobre.

Je pensais tout ça sans trouver le sommeil, mais aussi une chose me tourmentait. En effet, le Colonel BERTRAND qui commandait les F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur) du Cher -Sud ne connaissait pas les opinions politiques de Marcel LAFLEUR, Président de notre Comité de Libération, était venu lui rendre visite à la mairie et lui avait indiqué "les consignes" : ne pas laisser les communistes prendre la direction des mairies.

BERTRAND ignorait que LAFLEUR était un sympathisant communiste et nous renseignerait tout de suite, mais il en était résulté pour nous un profond malaise. Ainsi les communistes étaient bons pour se faire tuer pour la Libération de la France mais ensuite ils n'auraient plus droit à la parole, j'étais profondément ulcéré en songeant à tous les nôtres qui avaient payé de leur vie. L'avenir hélas devait amplement confirmer nos craintes.

[...]

Louis AUBOUET - 1992

Sources : AMRDC – Archives départementales du Cher

Louis Aubouet a écrit l'histoire de sa vie, de ses engagements résistant, politique et syndical en 1992. Ne sont reprises ici que les 37 pages concernant la période entre 1940 et la libération du Cher.